



USAID | **HAITI**
FROM THE AMERICAN PEOPLE

RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

2011-2012

JUIN 2012

Cette publication a été produite pour examen par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Elle a été préparé pour le projet USAID / HIFIVE par Lhermite François de SMG.



TABLE DES MATIERES

	INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS	9
I.	PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI	
	13	
II.	ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT	17
III.	L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE	
	D'ECHANTILLONNAGE	19
IV.	PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE	
	COLLECTEES	21
	1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES	21
	1. La dimension du personnel des IMF étudiées	21
	2. La taille et la couverture du réseau	21
	3. L'âge moyen des IMF	21
	4. La Taille du bilan	21
	2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	
	23	
	1. Nombre d'emprunteurs.....	23
	2. Nombre de déposants.....	25
	3. Volume d'épargne	26
	4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des	
	bénéficiaires et du type d'institutions	27
	5. Répartition du portefeuille en fonction de la	
	methodologie de crédit utilisée	27
	6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des	
	bénéficiaires	27
	7. Ventilation du portefeuille par localité et type	
	d'institutions	28
	3. ASPECTS MANAGERIAUX.....	33
	1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle.....	33
i.	Gestion Administrative.....	33
ii.	Gestion Financière	33
iii.	La qualité du processus de crédit « Credit Process »	33
	4. ASPECTS MARKETING	35
	1. Le produCt- Mix.....	35
i.	Tarification des prêts et des dépôts	35
	5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIEES.....	36



USAID | HAITI

FROM THE AMERICAN PEOPLE

1.	Structure Financière.....	36
2.	Performance Financière.....	36
3.	Autosuffisance opérationnelle et Financière.....	36
4.	Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE)	37
5.	Rendement brut et Marge d'intermédiation.....	37
6.	Efficiences opérationnelles.....	37
7.	Productivité du personnel.....	38
8.	Qualité de l'actif.....	38
i.	La qualité du portefeuille.....	38
ii.	Le taux de l'actif sujet à risque.....	38
iii.	Taux d'actifs générateurs de revenus.....	38
6.	APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT.....	38
1.	Emplois directs.....	39
2.	Valeur ajoutée générée et revenus de salaires ...	39
V.	ANALYSE INFERENTIELLE.....	46
1.	LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHE RETENUS	46
2.	LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS.....	46
3.	ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES.....	46
1.	Taille et répartition du marché en termes d'actif, de portefeuille et d'épargne.....	47
2.	Revenus brut générés et profits réalisés.....	47
3.	Valeur ajoutée et emplois.....	48
VI.	ANALYSE COMPARATIVE.....	55
1.	COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.....	55
2.	COMPARAISON DES RESULTATS DE 2011 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.....	55
3.	COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE.....	56
4.	COMPARAISON DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR DES IMF HAÏTIENNES AVEC CEUX DE LA REGION.....	56
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	60
VII.	ANNEXES.....	63
1.	OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS.....	63
1.	Qualité de l'actif.....	63
2.	Portefeuille à risque.....	63



USAID | HAITI

FROM THE AMERICAN PEOPLE

	3. Taux de remboursement	63
	4. Politique de Crédit.....	64
i.	Taux d'intérêt nominal	64
ii.	Intérêt dégressif.....	64
iii.	Intérêt linéaire (flat)	64
iv.	Taux d'intérêt effectif annuel.....	64
v.	Épargne forcée ou obligatoire.....	64
vi.	Frais de dossier.....	64
vii.	Durée des prêts.....	65
	5. Structure financière	65
	6. Performance financière	65
i.	Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)	65
ii.	Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)	65
iii.	La marge d'intermédiation	65
iv.	Efficiences administratives.....	65
	7. Productivité	66
i.	Productivité du personnel	66
ii.	Productivité du réseau.....	66
	8. Méthodologie de crédit	66
i.	Crédit individuel.....	66
ii.	Banque communautaire (BC)	66
iii.	Groupe solidaire (GS).....	66
iv.	Mutuelle de solidarité (MS).....	67
	9. Les bases d'analyses et les indicateurs	69
	2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION	73
	3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN	77
	1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2011 et 2012	77
	3. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années	78
	3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années.....	79
	4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	80



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

HAITI

5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ECHANTILLON	81
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	83
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	94
	1. SMG/UniQ.....	94
	2. Haïti MSME.....	94
	3. DID.....	94
	4. ANACAPH.....	94
	5. KNFP	94
	6. ANIMH	94



TABLEAUX

Tableau 1: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux	22
Tableau 1A: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux.....	22
Tableau 2: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	22
Tableau 2A: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	23
Tableau 3: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	23
Tableau 3A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	24
Tableau 4A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution..	24
Tableau 5: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	25
Tableau 6: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	25
Tableau 7: Nombre d'épargnants- Ventilation en fonction du type d'épargne et de la localisation du siège	26
Tableau 8: Volume d'épargne 2011 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution	26
Tableau 8A: Volume d'épargne 2012 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	27
Tableau 9: Portefeuille Brut 2010: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution	28
Tableau 9A: Portefeuille Brut 2011- Ventilation en fonction du sexe et du type D'institution.....	28
Tableau 10: Portefeuille Brut 2011 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution	28
Tableau 10A: Portefeuille Brut 2012 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution.....	29
Tableau 11A: Portefeuille Brut 2012 - Ventilation par localité des bénéficiaires et par type d'institution ...	29
Encadré 1A: Synthèse : Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon.....	31
Encadré 1B: Synthèse : Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon.....	32
Tableau 12: Nombre de niveaux de manAgement et fonctionnalité des organes de gestion	34
Tableau 13: Qualité de la gestion administrative	34
Tableau 14: Qualité de la gestion financière.....	34
Tableau 15: Qualité du "credit process" dans son ensemble	34
Tableau 16: Produits autre que l'épargne et le crédit offerts par les IMF en Haïti – Tarification des crédits et des ressources.....	35



Encadré 2: Synthèse des résultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance.....	40
Encadré 2 (suite): Synthèse des résultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance	41
Encadré 2 (suite): Synthèse des résultats de d'échantillon : Performance des institutions de microfinance	42
<i>Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon</i>	<i>43</i>
Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)	44
Encadré 2 A : Comparaison temporelle de la performance du secteur sur la base de l'échantillon (suite)	45
Tableau 17: Structure du secteur en 2012.....	47
Encadré 3: Estimation de la taille du marché selon différents critères : Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF	49
Encadré 4: Calcul de taille du marché au 30/9/11 à partir des chiffres moyens de l'échantillon et de la population totale	51
Encadré 5: Synthèse de l'analyse des résultats (2012) du secteur obtenus par extrapolation.....	52
Tableau 18 : Poids de l'échantillon par rapport au secteur.....	55
Tableau 18a: Evolution de la taille du secteur au cours des cinq (5) dernières années (2006-2011).....	56
Tableau 19: Etats des résultats consolidés: Exercice 2010-2011	57
Table 19A: Bilan consolidé au 30 septembre 2011	58
Table 19B: Comparaison de la performance des IMF haïtiennes avec la région (2011) –	59
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	70
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	71
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	72
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	73
Tableau 20: Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	73
Tableau 20 (suite) Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	74
Tableau 21: Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	75
Tableau 21 (suite) : Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	76



INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

L'USAID/Haïti, dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti et de son projet HI-FIVE, ci-devant HAITI MSME, et en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, avait lancé, au début de l'année 2008, un processus de constitution d'une base de données sur le secteur de la micro finance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks)
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

Les quatre premières études ont été réalisées par la firme **Strategic Management Group (SMG-HAITI)** en 2008, 2009, 2010 et 2011, et ont porté sur les données des exercices 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été largement diffusé. Ces rapports peuvent être téléchargés aux adresses : www.smghaiti.com et www.hifiveproject.org

Il s'agit maintenant de réaliser la même étude pour l'exercice 2011-2012, soit 20 mois après le séisme de magnitude 7.2 qui a frappé Haïti et a causé d'énormes pertes à tous les secteurs de l'économie. Les résultats de cette dernière étude font l'objet du présent rapport. Cette cinquième étude a été réalisée selon la même approche que les précédentes, auprès du même échantillon (les mêmes institutions interrogées précédemment, à 5 exceptions près). Il s'agit de 86 institutions dont 70 caisses populaires, 12 ONG-Fondation-Association et 4 IMF considérées comme des filiales, satellites ou unités spécialisées de banques commerciales.

Il a été décidé de structurer le rapport de la même manière que ceux des années précédentes afin de faciliter la comparaison temporelle des informations.

Les principales conclusions de l'étude (pour l'exercice 2011-2012) tirées en inférant la moyenne des sous-échantillons (les quotas) à chaque sous-population correspondante, et en faisant les sommations nécessaires, le cas échéant, sont résumés comme ci-dessous :

1. La taille du bilan consolidé du secteur de la micro finance en Haïti (actif total) est évaluée à 10.3 milliards de gourdes.
2. Le marché du microcrédit est évalué à 6.87 milliards de gourdes en termes de portefeuille brut, dont 2.06 milliard gourdes pour les caisses populaires.
3. Le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs) est estimé à 288,400 dont 58,281 d'emprunteurs des caisses populaires.
4. Les déposants du secteur de la micro finance sont au nombre de 1,064,591 au 30 septembre 2012 et le volume de dépôts en circulation dans le secteur est estimé à 4.75 milliards de gourdes.



5. Est estimé à 4,392 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF et à 292,791 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 4,392 emplois internes).
6. Les caisses populaires contrôlent 61.61% de dépôts et 58.23% de déposants soit 2.77 milliards de gourdes pour 655,871 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 4,222 gourdes, et représente environ 12% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 655,871 déposants financent 58,281 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
7. 59.63% du nombre et 89.89% de l'encours de crédits des IMF sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
8. La taille moyenne d'une IMF, en Haïti, en 2012 est de 52.4 millions de gourdes en termes d'actif et 35.1 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 522.5 et 350.7 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), et de seulement 12.8 et 8.2 millions de gourdes pour les caisses populaires de taille intermédiaire.
9. Les IMF, en 2012, ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 23.31% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à un autre. Il est de 56.61% pour les ONG et de 1170% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
10. La composition du passif des IMF, en 2011, varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des grandes et moyennes caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (91-98%), ce n'est évidemment pas le cas pour les associations, les ONG et les fondations, caractérisées par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leurs ressources externes (42-67%).
11. Les IMF génèrent des revenus bruts consolidés de 2.95 milliards de gourdes pour l'exercice 2011-2012 (y compris les revenus hors-crédit) et affiche pour la première fois depuis 6 ans une perte consolidée de 47.92 millions de gourdes, soit une marge nette négative de -1.62%, un ROA de -0.47), un ROE de -2% (contre +14.30% en 2011).
12. Le rendement brut moyen du portefeuille du secteur de la micro finance, en 2011, est de 38.71% (contre 38.53% en 2011) alors que le coût moyen des dettes est de 2%, soit une marge brute d'intermédiation de 36.71% (contre 33.96% en 2011)
13. Les IMF ont connu une détérioration de leur efficacité administrative en 2012 par rapport à 2011, en affichant un ratio moyen « Dépenses administratives/portefeuille brut » de 36.33% contre 29.31% en 2011.
14. Le portefeuille à risque (PAR) du secteur est de 10.78% du portefeuille brut (contre 9.66% en 2011). Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre s'est grandement amélioré légèrement détérioré, sans tenir compte d'importantes radiations de l'exercice.



15. Au 30 septembre 2012, 64.77 % des actifs du secteur (contre 62.41% en 2011) sont générateurs de revenus par nature (portefeuille, placements).
16. Le crédit et l'épargne continuent de perdre leur exclusivité dans le « product-mix » des IMF qui maintiennent leur politique d'accompagnement de leurs produits traditionnels d'autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
17. Le secteur emploie un total de 4,392 personnes et leur verse une rémunération brute annuelle de 1.17 milliards de gourdes.
18. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 2.79 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 14.2 millions de gourdes courantes. A noter qu'environ 42% de cette valeur ajoutée va aux employés sous forme de salaires.
19. La comparaison des résultats de 2012 avec ceux de 2011 indique que le secteur de la microfinance a connu une contreperformance remarquable en 2012. En effet, tous les indicateurs de performance se sont détériorés améliorés et, du même coup, se sont, pour la plupart, défavorablement écartés, de leur niveau post-catastrophes naturelles. Outre le résultat d'exploitation consolidé qui a connu le rouge, la taille du bilan, le portefeuille brut, le nombre d'emprunteurs et le volume d'épargne ont tous connu des taux de croissance négatifs au cours de l'exercice 2011-2012

A noter que les 86 IMF participant à l'enquête présentent le profil suivant:

1. Elles ont, en moyenne, 18.8 années d'opération en tant qu'IMF.
2. Elles gèrent un réseau de 263 bureaux, soit 3.07 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total, par institution, variant de 0.14 à 1,302 millions de gourdes (moyenne 91.4 millions) et un personnel de 1 à 605 employés (moyenne 36).
3. Leur actif total consolidé est de 7.9 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 5.3 milliards de gourdes, réparti entre 191,548 emprunteurs dont 138,838 femmes (72.48%) contrôlant 48.06% du portefeuille et 52,710 hommes (29.52%) pour 51.94% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 30,210 de ce nombre total d'emprunteurs.
4. Elles gèrent un volume de dépôts de 3.54 milliards de gourdes pour un total de 679,293 déposants dont 635,085 volontaires et 44,207 obligatoires.
5. 58% de leur portefeuille crédit est en dehors de Port-au-Prince, donc dans les villes de province et en milieux ruraux.



I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la Femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé de l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied, en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction de cette banque qui allait devenir pendant plusieurs années le leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank, le nouveau leader des banques haïtiennes depuis 2010) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises



coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou la reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisaient l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite, en 2001, des pyramides financières déguisées en coopératives a donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer, plus tard, au sein de la BRH, une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur

Huit (8) banques commerciales

Une banque de logement

Deux (2) institutions financières de développement

Une (1) banque d'affaires

Une douzaine (12) de compagnies d'assurance

Une (1) société de fiducie

Une douzaine (12) de bureaux de transfert

Une demi-douzaine (6) de fonds de pension

Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et les associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programmes actuels (HIFIVE) et passés (Haïti MSME, FINNET, PRET, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
 - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires



- Une vingtaine (20) de ONG/Fondations/Associations
- Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/satellites/unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

Au début de l'année 2010, le pays est frappé par un tremblement de terre de magnitude 7.2 qui a causé des pertes représentant plus de 30% du PIB. Le secteur MPME où se recrute la principale clientèle des institutions de microfinance a semble-t-il été le plus touché, notamment au niveau des villes comme Port-au-Prince ses environs, Jacmel, Petit-Goave, Léogane, Grand-Goave, etc. Le décès de plusieurs clients de ce secteur, ajouté à la faillite de nombreux survivants ont entraîné la radiation des centaines de millions par les IMF affectées. Cette situation a entraîné l'intervention de plusieurs acteurs avec des ressources de recapitalisation du secteur, sous forme de prêts concessionnels ou de rachat de mauvaises créances. Les retombées de ces interventions apparaissent positives, vu que selon les données de l'exercice 2010-2011, le secteur s'est complètement remis de la crise post-séisme.



II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à l'année dernière. Elle a porté sur les données arrêtées au 30 Septembre 2011 et sur le même échantillon de cette année (2012), en termes de taille et d'institutions participantes. Elle a permis d'aboutir aux principaux résultats suivants (au 30 septembre et/ou pour l'exercice terminé à cette date) :

- Une taille de bilan consolidé du secteur de la microfinance de 10.78 milliards de gourdes (actif total) ;
- Un marché de crédit (portefeuille brut) évalué à 6.9 milliards de gourdes;
- Un effectif de 310,064 micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
- Un nombre de 1, 169,213 déposants et un montant de 4.44 milliards de gourdes de volume de dépôts en circulation dans le secteur;
- Un total de 4,733 familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et au moins 314,796 d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 4,733 emplois internes) ;
- Des résultats d'exploitation qui s'écartaient positivement de celui de l'année précédente, avec un profit net consolidé de 350.7 millions de gourdes et un ROE de 14.30%.



III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi-chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMFs que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal, d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous-quota, l'on procède soit à un recensement, soit à un échantillonnage de convenance, dépendamment de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

où

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^X m_i \cdot E_q$$

T_i = La taille du marché selon le critère i

R_i = Résultat selon le critère i de chaque quota ayant fait l'objet d'un recensement

m_i = le résultat moyen selon le critère i de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage

E_q = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage

X = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement

Y = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage



Le tableau ci-dessous est consacré à la définition des quotas et des sous-quotas.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque ¹		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	12
		+ Autre caisse	43	30
KNFP ²	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (Nord-ouest)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse	1	1
		+ Autre caisse	100	9
Total			196	86
%			100%	43.88% ³

¹ Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

² Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP.

³ Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc).



IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2011-2012. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et une analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

1. *Caractéristiques institutionnelles*

Les quatre-vingt-six (86) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

1. **La dimension du personnel des IMF étudiées**

L'ensemble des IMF étudiées compte un personnel de 3,070 membres dont 1,962 hommes (63.88%) et 1108 femmes (36.12%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 48 à 69% d'un type d'institution à un autre.

2. **La taille et la couverture du réseau**

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 263 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 3.06 bureaux ou succursales par IMF. A noter que 71 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 192 dans les provinces. Des 192 bureaux localisés en province, 71 se trouvent en zones rurales dont 48 appartiennent à des Associations, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

3. **L'âge moyen des IMF**

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 18.8 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

4. **La Taille du bilan**

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 91.4 millions de gourdes en termes d'actif total. Les ONG sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.65 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 34.5 millions sont aussi en-dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banques, Fondations, Associations et autres) ont une taille moyenne de bilan de 5 à 6 fois supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (réf. Tableau 2 et 2A).



TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type institution								Urbaine	Rurale
CEC	70	81.40%	697	333	363	93	11	74	8
Banque	4	4.65%	688	474	214	62	25	29	8
ONG	7	8.14%	235	151	84	32	15	10	7
Autres	5	5.81%	1450	1003	447	76	20	8	48
Total	86	100.00%	3070	1962	1108	263	71	121	71

Au 30/09/2012

TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	18	20.93%	365	161	205	25	4	17	4
'CEC-Type 2	27	31.40%	245	110	133	30	5	21	4
.CEC-Type 3	7	8.14%	49	33	16	20	2	18	-
CEC-Type 4	18	20.93%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	4	4.65%	688	474	214	62	25	29	8
ONG	7	8.14%	235	151	84	32	15	10	7
Autres	5	5.81%	1450	1003	447	76	20	8	48
Total	86	100.00%	3,070	1,962	1,108	263	71	121	71

Au 30/09/2012

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	Actif total	%	Actif total	#employés
			(2012)		(2012)	
Type d'institution						
CEC	70	19.1	3,149,258,472	40.08%	44,989,407	10
Banque	4	13.0	2,090,057,480	26.60%	522,514,370	172
ONG	7	19.4	241,329,143	3.07%	34,475,592	34
Autres	5	17.8	2,376,329,047	30.24%	594,082,262	281
Total ou moyenne	86	18.7	7,856,974,142	100.00%	91,360,164	36

Au 30/09/2012



TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	Actif total		Actif total	#employés
			(2011)		(2011)	
Type d'institution						
CEC-Type 1	18	20.7	2,532,681,511	32.23%	140,704,528	20
CEC-Type 2	27	17.1	533,117,816	6.79%	19,745,104	9
CEC-Type 3	7	28.1	68,089,033	0.87%	9,727,005	7
CEC-Type 4	18	16.8	15,370,113	0.20%	853,895	2
Banque	4	13.0	2,090,057,480	26.60%	522,514,370	172
ONG	7	19.4	241,329,143	3.07%	34,475,592	34
Autres	5	17.8	2,376,329,047	30.24%	594,082,262	281
Total ou moyenne	86	18.7	7,856,974,142	100.00%	91,360,164	36

Au 30/09/2012

2. Étendue et portée des opérations des IMF étudiées

La présentation et l'analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

1. Nombre d'emprunteurs

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF ayant participé à l'enquête s'élève à 191,548 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous échantillons.

Il est à signaler qu'environ 549.63% des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 34.43% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (5.32%) et de mutuelle solidarité (0.62%).

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC	30,210	15.77%	18,011	34.17%	12,199	8.79%
Banque	48,634	25.39%	20,287	38.49%	28,347	20.42%
ONG	21,535	11.24%	3,660	6.94%	17,875	12.87%
Autres	91,169	47.60%	10,752	20.40%	80,417	57.92%
Total	191,548	100.00%	52,710	100.00%	138,838	100.00%
Pourcentage	100.00%		27.52%		72.48%	

Année 2012



TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	16,817	8.78%	10,865	20.61%	5,952	4.29%
'CEC-Type 2	8,830	4.61%	5,023	9.53%	3,807	2.74%
.CEC-Type 3	2,046	1.07%	741	1.41%	1,305	0.94%
CEC-Type 4	2,517	1.31%	1,382	2.62%	1,135	0.82%
Banque	48,634	25.39%	20,287	38.49%	28,347	20.42%
ONG	21,535	11.24%	3,660	6.94%	17,875	12.87%
Autres	91,169	47.60%	10,752	20.40%	80,417	57.92%
Total	191,548	100.00%	52,710	100.00%	138,838	100.00%
Pourcentage	100.00%		27.52%		72.48%	

Au 30/09/20112

Tableau 4: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC	30,210	15.77%	27,494	-	2,716	-
Banque	48,634	25.39%	48,634	-	-	-
ONG	21,535	11.24%	5,150	9,615	6,501	269
Autres	91,169	47.60%	32,937	580	56,737	915
Total	191,548	100.00%	114,215	10,195	65,954	1,184
Pourcentage	100.00%		59.63%	5.32%	34.43%	0.62%

Année 2012

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	16,817	8.78%	15,809	-	1,008	-
'CEC-Type 2	8,830	4.61%	7,199	-	1,631	-
.CEC-Type 3	2,046	1.07%	1,969	-	77	-
CEC-Type 4	2,517	1.31%	2,517	-	-	-
Banque	48,634	25.39%	48,634	-	-	-
ONG	21,535	11.24%	5,150	9,615	6,501	269
Autres	91,169	47.60%	32,937	580	56,737	915
Total	191,548	100.00%	114,215	10,195	65,954	1,184
Pourcentage	100.00%		59.63%	5.32%	34.43%	0.62%



Au 30/09/2012

2. Nombre de déposants

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 679,292, dont 93.49% sont des déposants volontaires et seulement 6.61% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Epargne forcée). Ainsi le ratio déposants/emprunteurs, est de 376, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que 60.04% des épargnants des 86 IMF étudiées sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les autres 39.96% des déposants du secteur de la microfinance viennent des Associations/Fondations/ONG. Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Par ailleurs, ces filiales réfèrent automatiquement leur client à la maison-mère pour l'ouverture, le cas échéant, de comptes pouvant servir de comptes de transaction. Ce qui tend à sous-estimer le nombre global de comptes (épargne et autres) liés aux activités de microfinance.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC	407,875	60.04%	380,881	59.97%	26,994	61.06%
Banque	9,702	1.43%	9,702	1.53%	-	0.00%
ONG	23,848	3.51%	10,180	1.60%	13,668	30.92%
Autres	237,867	35.02%	234,322	36.90%	3,545	8.02%
Total	679,292	100.00%	635,085	100.00%	44,207	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.49%		6.51%	

Au 30/09/2012

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	280,641	41.31%	264,281	41.61%	16,360	37.01%
'CEC-Type 2	105,567	15.54%	97,945	15.42%	7,622	17.24%
.CEC-Type 3	19,531	2.88%	18,395	2.90%	1,136	2.57%
CEC-Type 4	2,136	0.31%	260	0.04%	1,876	4.24%
Banque	9,702	1.43%	9,702	1.53%	-	0.00%
ONG	23,848	3.51%	10,180	1.60%	13,668	30.92%
Autres	237,867	35.02%	234,322	36.90%	3,545	8.02%
Total	679,292	100.00%	635,085	100.00%	44,207	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.49%		6.51%	



Au 30/09/2012

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS- VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
Département du siège						
Ouest	401,350	59.08%	378,667	59.62%	22,683	51.31%
Nord	9,582	1.41%	8,793	1.38%	789	1.78%
Sud	53,280	7.84%	48,530	7.64%	4,750	10.74%
Artibonite	92,928	13.68%	88,853	13.99%	4,075	9.22%
Grande-Anse	14,246	2.10%	12,728	2.00%	1,518	3.43%
.Sud-est	26,199	3.86%	24,021	3.78%	2,178	4.93%
Centre	23,774	3.50%	20,877	3.29%	2,897	6.55%
.Nord-ouest	35,139	5.17%	31,310	4.93%	3,829	8.66%
-Nord-est	14,490	2.13%	13,637	2.15%	853	1.93%
Nippes	8,304	1.22%	7,669	1.21%	635	1.44%
Total	679,292	100.00%	635,085	100.00%	44,207	100.00%
Pourcentage	100.00%		93.49%		6.51%	
Total	691,189	100.00%	647,740	100.00%	43,449	100.00%

Au 30/09/2012

3. Volume d'épargne

Au 30 septembre 2012, les 86 IMF de l'étude ont collecté 3.54 milliards de gourdes d'épargne, dont 87.43% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Epargne et de Crédit, lesquelles contrôlent 60.85% de l'épargne volontaire et 93.81% de l'épargne obligatoire, sur la base de l'échantillon étudié. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent 38.70% de l'épargne volontaire. Il convient de noter également une part non négligeable des ONG dans le volume d'épargne obligatoire (6.02%). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'EPARGNE 2011 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC	2,300,902,101	64.99%	1,883,361,036	60.85%	417,541,065	93.81%
Banque	14,059,077	0.40%	14,059,077	0.45%	-	0.00%
ONG	34,469,964	0.97%	7,664,249	0.25%	26,805,715	6.02%
Autres	1,190,900,669	33.64%	1,190,173,919	38.45%	726,750	0.16%
Total	3,540,331,811	100.00%	3,095,258,281	100.00%	445,073,530	100.00%
Pourcentage	100.00%		87.43%		12.57%	

Au 30/09/2012



TABLEAU 8A: VOLUME D'EPARGNE 2012 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	1,853,962,279	52.37%	1,523,443,707	49.22%	330,518,572	74.26%
'CEC-Type 2	388,339,129	10.97%	318,972,525	10.31%	69,366,604	15.59%
.CEC-Type 3	55,587,835	1.57%	39,569,184	1.28%	16,018,651	3.60%
CEC-Type 4	3,012,858	0.09%	1,375,620	0.04%	1,637,238	0.37%
Banque	14,059,077	0.40%	14,059,077	0.45%	-	0.00%
ONG	34,469,964	0.97%	7,664,249	0.25%	26,805,715	6.02%
Autres	1,190,900,669	33.64%	1,190,173,919	38.45%	726,750	0.16%
Total	3,540,331,811	100.00%	3,095,258,281	100.00%	445,073,530	100.00%
Pourcentage	100.00%		87.43%		12.57%	

Au 30/09/2012

4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des bénéficiaires et du type d'institutions

Au 30 septembre 2012, le portefeuille consolidé de crédit des 86 institutions participant à l'enquête s'élève à 5.28 milliards de gourdes dont la plus grande partie (51.94%) va aux hommes (un renversement de la situation par rapport aux années antérieures). Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent 39.48% du portefeuille (contre 22.82% en 2011). Les caisses d'épargne et de crédit en contrôlent 29.64% (contre un peu de 31% en 2011), les ONG représentent 3.54%, alors que la différence (27.34% contre 41.94% en 2011) va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres).

5. Répartition du portefeuille en fonction de la méthodologie de crédit utilisée

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé des 86 institutions étudiées, soit 89.89%, alors que l'encours des groupes solidaires n'en représentent que 9.34%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) octroyés selon différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 34.43% de l'effectif total, ils ne contrôlent, par contre, que moins de 10% de l'encours total au 30 septembre 2012. Alors qu'avec un effectif de 114,215 sur un total de 191,548 (59.63%), les emprunteurs individuels contrôlent près de 90% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des bénéficiaires

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce, avec 77.32% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 5 à 6% pour chacun d'eux). La part de l'éducation tout en restant négligeable, a progressé en 2012 par rapport à 2011, passant de 0.68% à 1.44%.



7. Ventilation du portefeuille par localité et type d'institutions

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, plus de 58% des prêts constituant le portefeuille des 86 IMF étudiées vont à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (22% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Associations/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec des parts respectives de 84.33% et 48.5% de leur portefeuille allant à la province.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2010: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC	1,565,538,215	29.64%	1,122,999,228	40.93%	442,538,987	17.43%
Banque	2,085,677,220	39.48%	1,183,097,656	43.12%	902,579,564	35.55%
ONG	186,973,200	3.54%	50,224,385	1.83%	136,748,815	5.39%
Autres	1,444,225,459	27.34%	387,487,137	14.12%	1,056,738,321	41.63%
Total	5,282,414,094	100.00%	2,743,808,406	100.00%	2,538,605,687	100.00%
Pourcentage	100.00%		51.94%		48.06%	

Au 30/09/2012

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2011- VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	1,205,180,934	22.81%	878,438,530	32.02%	326,742,404	12.87%
CEC-Type 2	295,648,984	5.60%	205,704,730	7.50%	89,944,254	3.54%
CEC-Type 3	48,769,014	0.92%	30,105,017	1.10%	18,663,997	0.74%
CEC-Type 4	15,939,282	0.30%	8,750,950	0.32%	7,188,332	0.28%
Banque	2,085,677,220	39.48%	1,183,097,656	43.12%	902,579,564	35.55%
ONG	186,973,200	3.54%	50,224,385	1.83%	136,748,815	5.39%
Autres	1,444,225,459	27.34%	387,487,137	14.12%	1,056,738,321	41.63%
Total	5,282,414,094	100.00%	2,743,808,406	100.00%	2,538,605,687	100.00%
Pourcentage	100.00%		51.94%		48.06%	

Au 30/09/2012

TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2011 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
Type d'institution							
CEC	1,565,538,215	203,963,319	842,837,176	24,453,221	187,785,695	279,389,425	27,109,379
Banque	2,085,677,220	59,614,165	1,696,177,415	180,170,288	95,068,543	6,820,454	47,826,355
ONG	186,973,200	4,611,236	172,555,964	3,989,816	5,234,637	-	581,547
Autres	1,444,225,459	29,387,688	1,372,958,998	40,278,773	400,000	400,000	800,000
Total	5,282,414,094	297,576,408	4,084,529,553	248,892,098	288,488,875	286,609,879	76,317,281



Pourcentage	100.00%	5.63%	77.32%	4.71%	5.46%	5.43%	1.44%
-------------	---------	-------	--------	-------	-------	-------	-------

TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2012 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

Portefeuille brut et activités bénéficiaires							
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
Type d'institution							
CEC-Type 1	1,205,180,934	166,373,843	632,839,853	21,535,669	136,804,430	222,273,334	25,353,805
CEC-Type 2	295,648,984	34,610,912	164,232,086	2,827,052	42,747,219	50,151,089	1,080,626
CEC-Type 3	48,769,014	2,953,628	29,850,890	90,500	8,234,045	6,965,003	674,948
CEC-Type 4	15,939,282	24,936	15,914,346	-	-	-	-
Banque	2,085,677,220	59,614,165	1,696,177,415	180,170,288	95,068,543	6,820,454	47,826,355
ONG	186,973,200	4,611,236	172,555,964	3,989,816	5,234,637	-	581,547
Autres	1,444,225,459	29,387,688	1,372,958,998	40,278,773	400,000	400,000	800,000
Total	5,282,414,094	297,576,408	4,084,529,553	248,892,098	288,488,875	286,609,879	76,317,281
Pourcentage	100.00%	5.63%	77.32%	4.71%	5.46%	5.43%	1.44%

Au 30/09/2012

Tableau 11: Portefeuille Brut 2012 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution

Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires				
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
Type d'institution				
CEC	1,565,538,215	245,377,729	1,037,575,747	282,584,737
Banque	2,085,677,220	1,131,788,280	711,943,227	241,945,713
ONG	186,973,200	110,645,384	54,701,744	21,626,070
Autres	1,444,225,459	730,089,889	118,961,205	595,174,365
Total	5,282,414,094	2,217,901,283	1,923,181,923	1,141,330,885
Pourcentage	100.00%	41.99%	36.41%	21.61%

Au 30/09/2012

TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2012 - VENTILATION PAR LOCALITE DES BENEFICIAIRES ET PAR TYPE D'INSTITUTION

Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires				
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zones rurales
Type d'institution				
CEC-Type 1	1,205,180,934	168,017,668	851,866,729	185,296,537
CEC-Type 2	295,648,984	48,200,883	172,738,714	74,709,386
CEC-Type 3	48,769,014	29,159,178	12,970,304	6,639,532
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	2,085,677,220	1,131,788,280	711,943,227	241,945,713
ONG	186,973,200	110,645,384	54,701,744	21,626,070
Autres	1,444,225,459	730,089,889	118,961,205	595,174,365
Total	5,282,414,094	2,217,901,283	1,923,181,923	1,141,330,885



USAID | HAITI

FROM THE AMERICAN PEOPLE

Pourcentage	100.00%	41.99%	36.41%	21.61%
--------------------	---------	--------	--------	--------

Au30/09/2012



ENCADRE 1A: SYNTHÈSE : CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES, ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF DE L'ÉCHANTILLON

	2012	2011	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Fondation	Association	Autres
Données macro-économiques											
Taux d'inflation	10.40%	10.40%									
Taux de change	40.87	40.87									
Revenus per capita en USD	-	730.00									
Revenu per capita (gourdes nominales)	-	29,837									
Population totale d'IMF	196	196	13	44	100	18	4	10	0	0	7
Taille de l'échantillon de l'étude	86	86	18	27	7	18	4	7	1	0	4
Données relatives à l'échantillon de 86 institutions en 2012											
Caractéristiques institutionnelles											
Age moyen des institutions en (microfinance)	18.7	17.8	20.7	17.1	28.1	16.8	13.0	19.4	18.0	-	17.8
Taille du bilan consolidée	7,856,974,142	7,730,236,245	2,532,681,511	533,117,816	68,089,033	15,370,113	2,090,057,480	241,329,143	-	-	2,376,329,047
Taille moyenne du bilan par institution	91,360,164	89,886,468	140,704,528	19,745,104	9,727,005	853,895	522,514,370	34,475,592	-	-	594,082,262
Nombre total d'employés (consolidé)	3,070	3,025	365	245	49	38	688	235	326	-	1,124
Nombre moyen d'employés par institution	36	35	20	9	7	2	172	34	326	-	281
Nombre total de succursales (consolidé)	263	264	25	30	20	18	62	32	7	0	69
Nombre moyen de succursales par institution	3.1	3.1	1.4	1.1	2.9	1.0	15.5	4.6	7	-	17.3
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	192	197	21	25	18	18	37	17	7	0	49
Nombre de succursales en zones rurales	71	71	4	4	0	0	8	7	7	0	41
Nombre de succursales dans les villes de province	121	126	17	21	18	18	29	10	0	0	8
Outreach											
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	191,548	183,664	16,817	8,830	2,046	2,517	48,634	21,535	5,043	-	86,126
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,227	2,136	934	327	292	140	12,159	3,076	5,043	-	21,532
% d'emprunteurs de sexe féminin	72.48%	74.37%	35.39%	43.11%	63.78%	45.09%	58.29%	83.00%	100.00%	0.00%	87.52%
Volume consolidé du portefeuille brut	5,282,414,094	4,767,969,015	1,205,180,934	295,648,984	48,769,014	15,939,282	2,085,677,220	186,973,200	40,669,000	-	1,403,556,459
Portefeuille brut moyen par institution	61,423,420	55,441,500	66,954,496	10,949,962	6,967,002	885,516	521,419,305	26,710,457	40,669,000	-	350,889,115
Portefeuille moyen par emprunteur	27,577	25,960	71,664	33,482	23,836	6,333	42,885	8,682	8,064	-	16,297
% du Portefeuille brut allant aux femmes	48.06%	50.06%	27.11%	30.42%	38.27%	45.10%	43.28%	73.14%	100.00%	0.00%	72.39%
% du Portefeuille brut allant au commerce	77.32%	76.42%	52.51%	55.55%	61.21%	99.84%	81.33%	92.29%	100.00%	0.00%	94.92%
% du Portefeuille brut allant à la production	5.63%	5.57%	13.80%	11.71%	6.06%	0.16%	2.86%	2.47%	0.00%	0.00%	2.09%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.71%	6.44%	1.79%	0.96%	0.19%	0.00%	8.64%	2.13%	0.00%	0.00%	2.87%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	5.46%	5.45%	11.35%	14.46%	16.88%	0.00%	4.56%	2.80%	0.00%	0.00%	0.03%
% du Portefeuille brut allant au logement	5.43%	5.44%	18.44%	16.96%	14.28%	0.00%	0.33%	0.00%	0.00%	0.00%	0.03%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	1.44%	0.68%	2.10%	0.37%	1.38%	0.00%	2.29%	0.31%	0.00%	0.00%	0.06%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	41.99%	41.43%	13.94%	16.30%	59.79%	0.00%	54.26%	59.18%	0.00%	0.00%	52.02%
% du portefeuille dans les villes de province	36.41%	35.89%	70.68%	58.43%	26.60%	0.00%	34.13%	29.26%	0.00%	0.00%	8.48%
% du portefeuille allant au monde rural	21.61%	22.69%	15.37%	25.27%	13.61%	100.00%	11.60%	11.57%	0.00%	0.00%	39.51%
Nombre total de déposants (consolidé)	679,292	691,189	280,641	105,567	19,531	2,136	9,702	23,848	29,324	-	208,543
Nombre moyen de déposants par institution	7,899	8,037	15,591	3,910	2,790	119	2,426	3,407	29,324	-	52,136
% de déposants volontaires	93.49%	93.71%	94.17%	92.78%	94.18%	12.17%	100.00%	42.69%	100.00%	0.00%	98.30%
Volume consolidé de dépôt	3,540,331,811	2,962,994,456	1,853,962,279	388,339,129	55,587,835	3,012,858	14,059,077	34,469,964	92,288,970	-	1,098,611,699
Volume moyen de dépôts par institution	41,166,649	34,453,424	102,997,904	14,382,931	7,941,119	167,381	3,514,769	4,924,281	92,288,970	-	274,652,925
Volume moyen de dépôts par déposant	5,212	4,287	6,606	3,679	2,846	1,411	1,449	1,445	-	-	5,268



ENCADRE 1B: SYNTHÈSE : CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES, ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF DE L'ÉCHANTILLON

	2012	2011	Ventilation des indicateurs de 2012 par type d'institution				
			CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Données macro-économiques							
Taux d'inflation	10.40%	10.40%					
Taux de change	40.87	40.87					
Revenus per capita en USD	-	730.00					
Revenu per capita (gourdes nominales)	-	29,837					
Population totale d'IMF	196	196	175	4	10	0	7
Taille de l'échantillon de l'étude	86	86	70	4	7	1	4
Données relatives à l'échantillon de 86 institutions en 2012							
Caractéristiques institutionnelles							
Age moyen des institutions	18.7	17.8	19.1	13.0	19.4	18.0	17.8
Taille du bilan consolidée	7,856,974,142	7,730,236,245	3,149,258,472	2,090,057,480	241,329,143	-	2,376,329,047
Taille moyenne du bilan par institution	91,360,164	89,886,468	44,989,407	522,514,370	34,475,592	-	594,082,262
Nombre total d'employés (consolidé)	3,070	3,025	697	688	235	326	1,124
Nombre moyen d'employés par institution	36	35	10	172	34	326	281
Nombre total de succursales (consolidé)	263	264	93	62	32	7	69
Nombre moyen de succursales par institution	3.1	3.1	1.3	15.5	4.6	7.0	17.3
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	192	197	82	37	17	7	49
Nombre de succursales en zones rurales	71	71	8	8	7	7	41
Nombre de succursales dans les villes de province	121	126	74	29	10	0	8
Outreach							
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	191,548	183,664	30,210	48,634	21,535	5,043	86,126
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,227	2,136	432	12,159	3,076	5,043	21,532
% d'emprunteurs de sexe féminin	72.48%	74.37%	40.38%	58.29%	83.00%	100.00%	87.52%
Volume consolidé du portefeuille brut	5,282,414,094	4,767,969,015	1,565,538,215	2,085,677,220	186,973,200	40,669,000	1,403,556,459
Portefeuille brut moyen par institution	61,423,420	55,441,500	22,364,832	521,419,305	26,710,457	40,669,000	350,889,115
Portefeuille moyen par emprunteur	27,577	25,960	51,822	42,885	8,682	8,064	16,297
% du Portefeuille brut allant aux femmes	48.06%	50.06%	28.27%	43.28%	73.14%	100.00%	72.39%
% du Portefeuille brut allant au commerce	77.32%	76.42%	53.84%	81.33%	92.29%	100.00%	94.92%
% du Portefeuille brut allant à la production	5.63%	5.57%	13.03%	2.86%	2.47%	0.00%	2.09%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.71%	6.44%	1.56%	8.64%	2.13%	0.00%	2.87%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	5.46%	5.45%	11.99%	4.56%	2.80%	0.00%	0.03%
% du Portefeuille brut allant au logement	5.43%	5.44%	17.85%	0.33%	0.00%	0.00%	0.03%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	1.44%	0.68%	1.73%	2.29%	0.31%	0.00%	0.06%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	41.99%	41.43%	15.67%	54.26%	59.18%	0.00%	52.02%
% du portefeuille dans les ville de province	36.41%	35.89%	66.28%	34.13%	29.26%	0.00%	8.48%
% du portefeuille allant au monde rural	21.61%	22.69%	18.05%	11.60%	11.57%	0.00%	39.51%
Nombre total de déposants (consolidé)	679,292	691,189	407,875	9,702	23,848	29,324	208,543
Nombre moyen de déposants par institution	7,899	8,037	5,827	2,426	3,407	29,324	52,136
% de déposants volontaires	93.49%	93.71%	93.38%	100.00%	42.69%	100.00%	98.30%
Volume consolidé de dépôt	3,540,331,811	2,962,994,456	2,300,902,101	14,059,077	34,469,964	92,288,970	1,098,611,699
Volume moyen de dépôts par institution	41,166,649	34,453,424	32,870,030	3,514,769	4,924,281	92,288,970	274,652,925
Volume moyen de dépôts par déposant	5,212	4,287	5,641	1,449	1,445	-	5,268



3. *Aspects Managériaux*

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

L'existence des organes de gestion et de contrôle

Une gestion administrative moderne

L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière

La qualité du processus du crédit (*credit process*)

1. **L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle**

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.2) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé, en moyenne, de 6.4 membres qui se réunissent au moins une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 96.51% des IMF (83/86) ont un conseil d'administration et 68.60% un comité de crédit.

i. **Gestion Administrative**

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tels que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 51 des 86 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 25 sur 86 (29%) ont une gestion insuffisante.

ii. **Gestion Financière**

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF continue de résider à ce niveau, vu que 25 des 83 IMF seulement ont une gestion financière pouvant être taxée de très bonne ou de bonne, alors que 43 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

iii. **La qualité du processus de crédit « Credit Process »**

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 31 IMF ont effectivement un *credit process*, même si dans certains rares il est jugé insuffisant, alors que celui des 55 autres nécessitent de grandes améliorations.



TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANAGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
Type d'institution						
CEC	3.2	21.5	6.6	70	48	70
Banque	4.0	17.3	3.7	3	3	3
ONG	2.9	22.2	6.4	5	5	8
Fondation	4.0	4.0	8.0	1	0	1
Association	-	-	-	0	0	0
Autres	3.0	5.5	5.5	4	3	4
Ensemble du secteur	3.2	20.4	6.4	83	59	86

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	Insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	43	4	3	20	70
Banque	2	0	0	1	3
ONG	3	2	1	2	8
Fondation	1	0	0	0	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	2	0	0	2	4
Ensemble du secteur	51	6	4	25	86
Pourcentage	59.30%	6.98%	4.65%	29.07%	100.00%

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	10	7	16	37	70
Banque	0	1	0	2	3
ONG	4	1	1	2	8
Fondation	0	0	0	1	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	2	0	1	1	4
Total	16	9	18	43	86
Pourcentage	18.60%	10.47%	20.93%	50.00%	100.00%

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
--	-----	------------	-------------	---------------	-------



Type d'institution

CEC	11	3	3	53	70
Banque	2	0	0	1	3
ONG	4	2	1	1	8
Fondation	1	0	0	0	1
Association	0	0	0	0	0
Autres	3	0	1	0	4
Total	21	5	5	55	86
Pourcentage	24.42%	5.81%	5.81%	63.95%	100.00%

4. Aspects Marketing

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le product-mix et la tarification.

1. Le produit- Mix

Le product-mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la microfinance tend à se diversifier à la faveur des nouvelles technologies d'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble, au moins, cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 28 IMF fournissent des services de change, 27 fournissent des services de chèque et 20 offrent des services de coffre fort. D'un autre côté, 34 (35.53%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages «sms », e-mail) et 24 (27.91%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

i. Tarification des prêts et des dépôts

Les taux d'intérêt offerts par les IMF sur les ressources de la clientèle sont, en moyenne, plus élevés que ceux offerts par les banques, mais ils varient en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5%, le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (*flat*, dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois, en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 72.51%. Ce taux effectif variant de 71 à 74% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ce devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'EPARGNE ET LE CREDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CREDITS ET DES RESSOURCES



	Ensemble de 2012 : Type d'institution l'échantillon						
	2012	2011	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Marketing							
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>							
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	10	2	0	1	2
# d'inst. offrant le service de change	28	20	24	2	0	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	2	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	25	1	1	0	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>							
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	3	0	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	2	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	27	1	3	0	3
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	1	1	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	1	1
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	10	2	7	1	4
<i>Pricing effectif</i>							
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.35%	73.26%	71.33%	85.30%	81.66%	52.78%	65.79%
Rémunération effective du passif	1.88%	2.13%	1.00%	1.91%	3.55%	1.07%	2.92%

5. Performance des IMF étudiées

1. Structure Financière

Au 30 septembre 2012, le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est de 25.84% et s'écarte légèrement et favorablement de son niveau de 24.61% en 2010. Ce ratio consolidé des 86 IMF de l'échantillon reste donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 24 et 59% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont conjointement un niveau de capitalisation variant de 15% à 17% en 2011.

Les emprunts institutionnels représentent 32,90% de la structure du passif des IMF de l'étude, contrairement aux établissements de crédit traditionnels financés à plus de 90% par des dépôts. Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations, en dehors des fonds propres, sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales

2. Performance Financière

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

3. Autosuffisance opérationnelle et Financière.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.08, en 2011. Ce coefficient reste pratiquement inchangé par rapport à 2010 où il était de 1.09. Il est au-dessus de son



seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) pour tous les types d'institutions, à l'exception des ONG et des fondation pour lesquels il est établi à moins de 0.7, sinon négatif.

4. Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE)

En 2011, la rentabilité de l'investissement en termes d'actif de l'échantillon est de 1.90%. En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), elle est établie à 7.53%, soit une hausse de près de 4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il s'agit là d'une détérioration importante de performance, due essentiellement au retour de 2 importantes institutions appartenant au secteur non coopératif.

5. Rendement brut et Marge d'intermédiation

Le rendement brut du portefeuille, mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen, est passé de 44.02% en 2009 à 44.14% en 2010. Alors que le coût moyen du passif est passé de 2.62% en 2010 à 2.26% en 2011, laissant une marge d'intermédiation de 41.88 (contre 41.40% en 2010).

Le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (72.51%) et le taux de rendement brut du portefeuille (44.14%) reste toujours un sujet de préoccupation. Le rapport entre ces deux taux est de 61%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 39%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou encore un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (39% vs 10.25%) par les enquêtés. Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

A noter que le niveau apparemment élevé du taux d'intérêt effectif (72.51%) est justifié dans le secteur de la microfinance par le haut niveau de risques (secteur très sensible au contexte sociopolitique), le niveau élevé des coûts opérationnels par unité monétaire prêtée et aussi le coût des fonds. En effet, certaines institutions de microfinance (notamment les ONG et Associations) empruntent des banques aux conditions du « marché des prêts aux entreprises formelles » pour financer leurs opérations de crédit.

6. Efficience opérationnelle

Une amélioration non négligeable de l'efficience a été enregistrée au cours de l'exercice 2010-2011 dans le secteur de la microfinance. Les dépenses opérationnelles sont passées à 34.41% du portefeuille brut alors qu'elles en représentaient 45.10% en 2009-2010 et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale sont passées de 6.4 millions de gourdes à 5.6 millions de gourdes, soit une baisse de 13.4% par rapport à leur niveau de 2010.



7. Productivité du personnel

Avec 51 emprunteurs et 1.3 millions de gourdes de portefeuille par employé en 2011, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, et stable par rapport à 2010 (eu égard au nombre de prêts gérés par employés et non au volume) où chaque employé gérait 53 emprunteurs et un portefeuille de 1.31 million de gourdes. A noter que la productivité du personnel est de moins de 1/3 de celle de la plupart des pays de la Région. En effet, le nombre de prêts par employé de microfinance en République Dominicaine est de 194 et 194 au Mexique (réf : Mix Market).

8. Qualité de l'actif

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

i. La qualité du portefeuille

La qualité du portefeuille consolidé des 86 IMF analysées s'est améliorée en 2011 par rapport à l'année antérieure, avec un taux de portefeuille à risque passé de 13.09% à 10.25%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 91.09% et 73% respectivement en 2011 et 2010,. Pendant cette période, la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien a varié dans le même sens de celui des IMF, passant de 5.17% à 3.73%.

ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque, dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux a atteint 37.59% en 2011 et 47.56% en 2010 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudentiellement admissibles, dans le secteur de la microfinance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur de la microfinance. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 72.40% pour les 86 institutions de l'enquête. Ce qui suggère que, dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.93 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

62.55% des ressources des IMF sont investies dans des actifs générateurs de revenus par nature, notamment le portefeuille de crédit qui absorbe 57.63% de l'ensemble des ressources des 86 IMF de l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 4.92% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (encaisse, immobilisations, autres actifs), ils comptent pour 37.45% du total brut, avec une certaine prédominance des liquidités (22.30% de l'actif). A noter que le niveau de liquidités des CEC est dû essentiellement au fait qu'elles sont assujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

6. Apport socio-économique direct

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.



1. Emplois directs

Les 86 institutions étudiées emploient un total de 3,025 personnes dont 1,958 hommes et 1,067 femmes, percevant un salaire global de 752,3 millions de gourdes. A ces 3025 emplois, il convient d'ajouter le nombre d'emprunteurs, vu qu'en microcrédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 186,622 emplois directs, soit une moyenne de 2,170 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, considérant que certaines micro-entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

2. Valeur ajoutée générée et revenus de salaires

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 1.73 milliards de gourdes. Un total de 0.75 milliard de cette valeur ajoutée (soit 43%) rémunère des employés de ces IMF, d'où un revenu par employé de 235,176 gourdes, soit 8 fois le revenu per capita en Haïti en 2011, d'après les statistiques officielles et provisoires.



ENCADRE 2: SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ÉCHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2012	2011	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Structure financière							
Ratio de capitalisation	24.73%	25.84%	24.00%	39.55%	56.61%	0.00%	11.50%
Coefficient de levier financier	4.04	3.87	4.17	2.53	1.77	-	8.69
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	67.0%	62.1%	147.0%	0.7%	18.4%	226.9%	78.3%
Rapport Dépôts/Total ressources	41.7%	38.3%	73.1%	0.6%	14.3%	28.0%	45.4%
Ratio Dépôts/Total du passif	55.5%	51.7%	96.2%	1.0%	32.9%	28.0%	51.3%
Endettement financier institutionnel	36.7%	32.9%	0.3%	90.9%	45.6%	53.8%	38.4%
Performance financière							
ROA	0.69%	1.78%	4.44%	10.89%	-7.56%	-24.85%	-8.53%
ROE	2.74%	6.88%	18.74%	28.08%	-13.74%	-254.54%	-62.23%
Autosuffisance opérationnelle	1.02	1.08	1.38	1.27	0.82	0.54	0.76
Marge et rendement							
Marge nette	2.31%	7.44%	27.32%	21.45%	-21.49%	-85.35%	-31.03%
Taux de rendement brut de l'actif	29.88%	23.91%	16.26%	50.78%	35.19%	29.11%	27.51%
Taux de rendement brut du portefeuille	42.57%	38.79%	29.55%	59.06%	123.69%	328.43%	52.29%
Taux de rendement réel du portefeuille	29.14%	25.72%	17.35%	44.08%	102.62%	288.07%	37.95%
Coût moyen des dettes	1.88%	2.13%	1.00%	1.91%	3.55%	1.07%	2.92%
Marge brute d'intermédiation	40.69%	36.66%	28.55%	57.15%	120.15%	327.36%	49.37%
Effizienz opérationnelle							
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	40.53%	30.46%	22.20%	39.02%	44.53%	351.50%	49.49%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	18.13%	15.78%	7.79%	19.09%	28.57%	142.78%	21.59%
Coût opérationnel par emprunteur	10,858	7,912	11,316	17,260	3,640	25,313	7,901
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.25	0.19	0.11	0.35	0.32	0.53	0.28
Coût opérationnel par agence	7,729,322	5,502,004	3,640,360	12,810,643	2,280,629	21,807,584	10,071,306



ENCADRE 2 (SUITE): SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ÉCHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2012	2011	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
Productivité							
Nombre d'emprunteurs par employé	52	51	43	71	92	15	77
Portefeuille brut par employé	1,437,001	1,327,386	2,246,109	3,031,508	795,631	124,752	1,248,716
Nombre d'épargnants volontaires par employé	173	180	546	14	43	90	182
Volume d'épargne volontaire par employé	842,018	709,750	2,702,096	20,435	32,614	283,095	976,766
Qualité du portefeuille							
Pourcentage du portefeuille à risque	10.34%	10.25%	13.11%	6.16%	24.12%	8.43%	11.69%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	68.49%	90.90%	49.67%	89.49%	109.42%	32.57%	65.09%
Taux de l'actif générateur de revenus	64.23%	61.17%	47.94%	86.39%	63.52%	46.54%	66.47%
Performance socio-économique							
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	2,423,432,331	1,849,609,304	488,200,862	1,098,392,203	93,224,655	488,200,862	629,191,773
Valeur ajoutée directe	2,309,548,223	1,727,443,451	465,383,368	1,073,038,707	89,001,391	110,627,018	571,497,739
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	39.44%	43.55%	25.53%	34.45%	61.65%	76.07%	49.58%
Valeur ajoutée directe par institution	26,855,212	20,086,552	6,648,334	268,259,677	12,714,484	110,627,018	142,874,435
Rémunération par employé	250,650	209,437	166,997	532,327	196,315	258,133	273,475
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la micro finance et le revenu per capita du pays	8.4	7.0	5.6	17.8	6.6	8.7	9.2
Marketing							
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)							
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	10	2	0	1	2
# d'inst. offrant le service de change	28	20	24	2	0	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	2	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	25	1	1	0	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	19	1	0	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	1	0	0	0	0
Technologies utilisées							
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	3	0	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	2	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	27	2	3	0	2



ENCADRE 2 (SUITE): SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ECHANTILLON : PERFORMANCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2011 par type d'institution				
	2012	2011	CEC	Banque	ONG	Fondation	Autres
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	1	1	0	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	2	1	0	1	1
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	10	2	7	1	4
Pricing effectif							
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.35%	73.26%	71.33%	85.30%	81.66%	52.78%	65.79%
Rémunération effective du passif	1.88%	2.13%	1.00%	1.91%	3.55%	1.07%	2.92%
Gouvernance et caractéristiques managériales							
Nombre de niveaux de management	3	3	3	4	3	4	3
Nombre d'institutions ayant un CA	83	74	70	3	5	1	4
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	59	54	48	3	5	-	3
Nombre de réunions du CA par années	20	14	22	17	22	4	6
Nombre de membres du CA	6	6	7	4	6	8	6
Qualité du système de gestion administrative							
Très bonne (nombre d'institutions)	46/80	46/80	43/70	2/3	3/8	1/1	2/4
Bonne	4/80	4/80	4/70	0/3	2/8	0/1	0/4
Moyenne	5/80	5/80	3/70	0/3	1/8	0/1	0/4
Nécessitant des profondes améliorations	22/80	22/80	20/70	1/3	2/8	0/1	2/4
Qualité du système de gestion financière							
Très bonne (nombre d'institutions)	14/80	14/80	10/70	0/3	4/8	0/1	2/4
Bonne	7/80	7/80	7/70	1/3	1/8	0/1	0/4
Moyenne	22/80	22/80	16/70	0/3	1/8	0/1	1/4
Nécessitant des profondes améliorations	37/80	37/80	37/70	2/3	2/8	1/1	1/4
Qualité du "credit process" dans son ensemble							
Bon	20/80	20/80	11/70	2/3	4/8	1/1	3/4
Acceptable	13/80	13/80	3/70	0/3	2/8	0/1	0/4
Insuffisant	18/80	18/80	3/70	0/3	1/8	0/1	1/4
Questionnable	29/80	29/80	53/70	1/3	1/8	0/1	0/4



ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON

	2012	Ensemble de l'échantillon					
		2011	2010	2009	2008	2007	2006
Structure financière							
Ratio de capitalisation	24.73%	25.84%	24.61%	25.32%	22.47%	26.10%	25.20%
Coefficient de levier financier	4.04	3.87	4.06	3.95	4.45	3.83	3.97
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	67.0%	62.1%	69.2%	58.99%	56.44%	48.89%	49.89%
Rapport Dépôts/Total ressources	41.7%	38.3%	37.8%	38.84%	36.07%	33.53%	32.76%
Ratio Dépôts/Total du passif	55.5%	51.7%	50.1%	52.01%	47.54%	46.36%	44.88%
Endettement financier institutionnel	36.7%	32.9%	34.3%	39.84%	46.20%	49.10%	49.07%
Performance financière							
ROA	0.69%	1.78%	2.79%	4.50%	1.52%	5.23%	8.90%
ROE	2.74%	6.88%	11.34%	17.78%	5.92%	18.90%	32.90%
Autosuffisance opérationnelle	1.02	1.08	1.09	1.20	1.05	1.16	1.40
Marge et rendement							
Marge nette	2.31%	7.44%	8.15%	16.53%	4.47%	13.71%	28.41%
Taux de rendement brut de l'actif	29.88%	23.91%	34.25%	27.24%	34.10%	38.15%	31.31%
Taux de rendement brut du portefeuille	42.57%	39.08%	44.02%	41.36%	46.15%	55.62%	47.61%
Taux de rendement réel du portefeuille	29.14%	25.98%	37.56%	48.33%	22.00%	44.09%	31.32%
Coût moyen des dettes	1.88%	2.13%	2.62%	2.67%	4.20%	5.13%	3.85%
Marge brute d'intermédiation	40.69%	36.95%	41.40%	38.69%	41.96%	50.49%	43.76%
Efficiences opérationnelles							
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	40.53%	30.46%	45.10%	27.22%	39.42%	36.90%	26.20%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	18.13%	15.78%	19.49%	14.35%	21.51%	17.67%	15.22%
Coût opérationnel par emprunteur	10,858	7,912	11,188	5,565	6,947	6,293	4,695
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.25	0.19	0.25	0.18	0.26	0.25	0.17
Coût opérationnel par agence	7,729,322	5,502,004	6,422,241	3,601,019	5,125,503	4,716,179	2,815,875
Productivité							
Nombre d'emprunteurs par employé	52	51	53	61	65	68	54
Portefeuille brut par employé	1,437,001	1,327,386	1,309,428	1,239,771	1,178,081	1,153,664	970,092
Nombre d'épargnants volontaires par employé	173	180	194	180	171	138	74



Volume d'épargne volontaire par employé 842,018 709,750 783,783 604,234 554,601 455,834 396,568

ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON (SUITE)

	2012	Ensemble de l'échantillon					
		2011	2010	2009	2008	2007	2006
Qualité du portefeuille							
Pourcentage du portefeuille à risque	10.34%	10.25%	13.09%	11.85%	14.58%	12.34%	11.26%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	68.49%	90.90%	71.03%	76.29%	44.46%	75.39%	68.11%
Taux de l'actif générateur de revenus	64.23%	61.17%	53.93%	66.29%	71.43%	71.31%	73.76%
 Performance socio-économique							
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	2,423,432,331	1,849,609,304	2,306,926,644	1,400,917,747	1,520,103,339	1,563,710,705	1,125,451,273
Valeur ajoutée directe	2,309,548,223	1,727,443,451	2,173,794,975	1,298,252,190	1,381,251,792	1,411,601,361	1,024,348,679
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	39.44%	43.55%	32.95%	37.45%	45.85%	35.19%	35.12%
Valeur ajoutée directe par institution	26,855,212	20,086,552	25,276,686	15,641,593	17,265,647	17,645,017	13,132,675
Rémunération par employé	250,650	209,437	255,258	177,944	250,826	203,843	147,607
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la micro finance et le revenu per capita du pays	8.4	7.0	8.9	6.1	7.9	7.17	6.3
 Marketing							
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>							
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	15	11	11	11	11	9	9
# d'inst. offrant le service de change	28	20	20	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service d'assurance	6	4	4	4	4	4	4
# d'inst. offrant le service de chèque	27	20	20	20	20	19	19
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	20	17	17	17	17	16	16
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	0	0	0	0	0	0
<i>Technologies utilisées</i>							
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	3	2	2	2	2	2	2
# d'inst. utilisant la technologie portable	4	1	1	1	1	1	1
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	34	29	29	29	29	26	26
# d'inst. utilisant les services inter caisse	1	1	1	1	1	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	4	4	4	4	3	3
# d'inst. utilisant les services informatisés	24	20	20	20	20	19	19
<i>Pricing effectif</i>							



Taux d'intérêt effectif sur les prêts	72.35%	73.26%	70.69%	72.80%	73.98%	73.81%	73.81%
Rémunération effective du passif	1.88%	2.13%	2.62%	2.67%	4.20%	5.13%	3.85%

ENCADRE 2 A : COMPARAISON TEMPORELLE DE LA PERFORMANCE DU SECTEUR SUR LA BASE DE L'ECHANTILLON (SUITE)

Ensemble de l'échantillon

Gouvernance et caractéristiques managériales

	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Nombre de niveaux de management	3	3	3	3	3	3	3
Nombre d'institutions ayant un CA	83	74	74	74	74	74	74
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	60	54	54	54	54	55	55
Nombre de réunions du CA par années	13	14	14	14	14	12	12
Nombre de membres du CA	6	6	6	6	6	6	6
Qualité du système de gestion administrative							
Très bonne (nombre d'institutions)	46/80	46/80	46/80	46/80	46/80	57/80	57/81
Bonne	4/80	4/80	4/80	4/80	4/80	3/80	3/81
Moyenne	5/80	5/80	5/80	5/80	5/80	0/80	0/81
Nécessitant des profondes améliorations	22/80	22/80	22/80	22/80	22/80	20/80	20/81
Qualité du système de gestion financière							
Très bonne (nombre d'institutions)	14/80	14/80	14/80	14/80	14/80	16/80	16/81
Bonne	7/80	7/80	7/80	7/80	7/80	6/80	6/81
Moyenne	22/80	22/80	22/80	22/80	22/80	20/80	20/81
Nécessitant des profondes améliorations	37/80	37/80	37/80	37/80	37/80	38/80	38/81
Qualité du "credit process" dans son ensemble							
Bon	20/80	20/80	20/80	20/80	20/80	23/80	23/81
Acceptable	13/80	13/80	13/80	13/80	13/80	13/80	13/81
Insuffisant	18/80	18/80	18/80	18/80	18/80	15/80	15/81
Questionnable	29/80	29/80	29/80	29/80	29/80	29/80	29/81



V. ANALYSE INFÉRENTIELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.

La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous population.

Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

1. Les indicateurs quantitatifs du marché retenus

Le marché formel de la microfinance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

L'actif total ou la taille du bilan consolidé

Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs

Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants

Les revenus bruts générés par le secteur

Les bénéfices générés

Le nombre d'emplois créés ou garantis

La valeur ajoutée directe.

2. Les chiffres moyens de l'échantillon au niveau des indicateurs retenus

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les caisses moyennes bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne et de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoigne le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

3. Estimation de la taille du marché selon différents critères

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, puis la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.



1. Taille et répartition du marché en termes d'actif, de portefeuille et d'épargne.

Au 30 septembre 2012, l'actif total du secteur formel de la microfinance s'élève à 10.3 milliards de gourdes et est réparti entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 20.33% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 6.87 milliards de gourdes (contre 6.9 milliards en 2011), pour 288,400 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, au 30 septembre 2012, le secteur a collecté 4.75 milliards de gourdes auprès de 1,064,591 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 30.94% du portefeuille et 61.61% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 30.34% du portefeuille. Les Fondation, associés, ONG et autres contrôlant dorénavant 35.73% du portefeuille contre plus de 50% en 2011.

D'un autre coté, il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie « Autres » (Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent 52.26% de l'effectif des emprunteurs du secteur (contre 72% en 2011)

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2012

Volume (en HTG)				
Structure du secteur en 2012				
Type d'IMF	Portefeuille	%	Dépôts	%
CEC	2,064,846,281	30.04%	2,768,946,490	58.23%
Banques	2,085,677,220	30.34%	14,059,077	0.30%
ONG	267,104,572	3.89%	49,242,805	1.04%
Autres	2,456,223,802	35.73%	1,922,570,473	40.43%
Total	6,873,851,875	100.00%	4,754,818,846	100.00%
Structure du secteur				
	#emprunteurs	%	#déposants	%
CEC	58,281	20.21%	655,871	61.61%
Banques	48,634	16.86%	9,702	0.91%
ONG	30,764	10.67%	34,069	3.20%
Autres	150,721	52.26%	364,950	34.28%
Total	288,400	100.00%	1,064,591	100.00%

2. Revenus brut générés et profits réalisés

Pour l'exercice 2011- 2012, les revenus bruts annuels générés par le secteur atteignent 2.66 milliards de gourdes (y compris les revenus hors-crédit), soit une augmentation de 16 millions de gourdes par rapport à l'exercice 2010-2011. Le résultat avant impôt est une perte de 47.0 millions pour l'ensemble du secteur, due en grande à une contre-performance de certaines grandes IMF non bancaires et non coopératives. Il est donc évident que 2011-2012 a une année difficile pour le secteur de la microfinance, en termes de pouvoir de génération de bénéfices.

Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.



3. Valeur ajoutée et emplois

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère pour 2010 une valeur ajoutée directe de 2.79 milliards de gourdes, soit environ 1% du PIB. Il emploie directement 4,392 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 288,400 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 292,792.



ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES : LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON PAR IMF

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre de déposants	15,591	3,910	2,790	119	2,426	3,407	52,136	109,702
Nombre de déposants volontaires	14,682	3,628	2,628	14	2,426	1,454	51,250	105,405
Nombre de déposés obligés	909	282	162	104	-	1,953	886	4,297
Nombre d'emprunteurs	934	327	292	140	12,159	3,076	21,532	43,503
Hommes	604	186	106	77	5,072	523	2,688	9,255
Femmes	331	141	186	63	7,087	2,554	18,844	34,248
Nombre d'agences ou bureaux	1.39	1.11	2.9	1.0	15.5	4.6	17.3	
Volume de dépôts	102,997,904	14,382,931	7,941,119	167,381	3,514,769	4,924,281	274,652,925	500,870,280
Volume de dépôts volontaires	84,635,762	11,813,797	5,652,741	76,423	3,514,769	1,094,893	274,471,237	473,548,592
Volume de dépôts obligatoires	18,362,143	2,569,133	2,288,379	90,958	-	3,829,388	181,688	27,321,688
Portefeuille brut	66,954,496	10,949,962	6,967,002	885,516	521,419,305	26,710,457	350,889,115	1,025,444,853
Actif total	140,704,528	19,745,104	9,727,005	853,895	522,514,370	34,475,592	594,082,262	1,322,102,756
Revenus bruts	21,198,186	3,265,342	1,971,313	259,449	274,598,051	13,317,808	157,297,943	586,330,931
Bénéfice net	6,880,433	447,775	(213,836)	(58,037)	58,901,723	(2,861,362)	(48,804,827)	(83,369,949)
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	20	9	7	2	172	34	281	851
Valeur ajoutée	20,407,670	3,018,040	1,869,309	192,947	268,259,677	12,714,484	142,874,435	559,963,581



USAID | **HAITI**
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHÉ AU 30/9/11 A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

Population totale d'IMFs	13	44	100	18	4	10	7	196
Calcul de la taille du marché	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre de déposants	202,685	172,035	279,014	2,136	9,702	34,069	364,950	1,064,591
Nombre de déposants volontaires	190,870	159,614	262,786	260	9,702	14,543	358,747	996,521
Nombre de déposés obligés	11,816	12,421	16,229	1,876	-	19,526	6,204	68,071
Nombre d'emprunteurs	12,146	14,390	29,229	2,517	48,634	30,764	150,721	288,400
Hommes	7,847	8,186	10,586	1,382	20,287	5,229	18,816	72,332
Femmes	4,299	6,204	18,643	1,135	28,347	25,536	131,905	216,068
Volume de dépôts	1,338,972,757	632,848,952	794,111,923	3,012,858	14,059,077	49,242,805	1,922,570,473	4,754,818,846
Volume de dépôts volontaires	1,100,264,900	519,807,078	565,274,051	1,375,620	14,059,077	10,948,927	1,921,298,661	4,133,028,314
Volume de dépôts obligatoires	238,707,858	113,041,873	228,837,872	1,637,238	-	38,293,878	1,271,813	621,790,532
Nombre d'agences ou bureaux	18.06	48.89	285.71	18.00	62.00	45.71	120.75	599
Portefeuille brut	870,408,453	481,798,345	696,700,202	15,939,282	2,085,677,220	267,104,572	2,456,223,802	6,873,851,875
Actif total	1,829,158,869	868,784,588	972,700,467	15,370,113	2,090,057,480	344,755,919	4,158,575,832	10,279,403,268
Revenus bruts	275,576,421	143,675,070	197,131,251	4,670,074	1,098,392,203	133,178,078	1,101,085,602	2,953,708,699
Bénéfice net	89,445,624	19,702,088	(21,383,630)	(1,044,663)	235,606,891	(28,613,617)	(341,633,791)	(47,921,099)
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	264	399	700	38	688	336	1,967	4,392
Valeur ajoutée directe	265,299,713	132,793,775	186,930,913	3,473,051	1,073,038,707	127,144,845	1,000,121,043	2,788,802,046



ENCADRE 5: SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RESULTATS (2012) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

Structure financière	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Ratio de capitalisation	25.07%	19.65%	15.58%	41.92%	44.37%	56.61%	11.70%	23.31%
Coefficient de levier financier	2.99	4.09	5.42	1.39	1.25	0.77	7.55	3.29
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	153.83%	131.35%	113.98%	18.90%	0.67%	18.44%	78.27%	69.17%
Rapport Dépôts/Total ressources	73.20%	72.84%	81.64%	19.60%	0.67%	14.28%	46.23%	46.26%
Ratio Dépôts/Total du passif	97.69%	90.65%	96.18%	33.75%	0.99%	32.92%	51.35%	57.88%
Endettement financier institutionnel	2.31%	9.35%	3.82%	66.25%	99.01%	67.08%	48.65%	42.12%
Ratio fonds propres/Actifs risqués	26.78%	24.20%	23.14%	53.96%	47.27%	63.98%	15.50%	27.32%
Performance financière								
ROA	4.89%	2.27%	-2.20%	-6.80%	11.27%	-8.30%	-8.22%	-0.47%
ROE	19.51%	11.54%	-14.11%	-16.21%	25.41%	-14.66%	-70.20%	-2.00%
Autosuffisance opérationnelle	1.38	1.06	0.83	0.77	1.26	0.72	0.62	0.89
Marge et rendement								
Marge nette	32.46%	13.71%	-10.85%	-22.37%	21.45%	-21.49%	-31.03%	-1.62%
Taux de rendement brut de l'actif	15.07%	16.54%	20.27%	30.38%	52.55%	38.63%	26.48%	28.73%
Taux de rendement brut du portefeuille	29.39%	26.80%	26.04%	27.60%	52.08%	43.51%	36.10%	38.69%
Taux de rendement réel du portefeuille	21.20%	18.31%	17.45%	19.20%	46.51%	36.96%	28.68%	31.58%
Coût moyen des dettes	0.75%	1.56%	1.24%	13.41%	1.79%	4.03%	2.70%	2.01%
Marge brute d'intermédiation	28.64%	25.24%	24.80%	14.19%	50.29%	39.48%	33.40%	36.69%
Efficiences opérationnelles								
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	21.17%	23.49%	26.26%	7.52%	36.24%	45.74%	46.28%	36.32%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	6.59%	10.42%	16.58%	3.21%	17.73%	29.35%	20.19%	16.98%
Coût opérationnel par emprunteur	15,170	7,864	6,259	476	15,541	3,971	7,542	8,656
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.101	0.130	0.188	0.078	0.362	0.354	0.273	0.243
Coût opérationnel par agence	10,204,396	2,314,628	640,270	66,631	12,190,773	2,672,612	9,414,482	4,166,661
Coefficient d'exploitation	0.69	0.85	0.98	0.35	0.70	0.96	1.14	0.90



ENCADRE 5 (SUITE): SYNTHESSE DE L'ANALYSE DES RESULTATS (2012) DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

Productivité	CEC-Type 1	CEC-Type 2	.CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre d'emprunteurs par employé	46	36	42	66	71	92	77	66
Portefeuille brut par employé	3,301,866	1,206,731	995,286	419,455	3,031,508	795,631	1,248,716	1,565,233
Nombre d'épargnants volontaires par employé	724	400	375	7	14	43	182	227
Volume d'épargne volontaire par employé	4,173,818	1,301,929	807,534	36,201	20,435	32,614	976,766	941,125
Actif par employé	7,104,822	2,319,847	1,526,171	511,999	3,384,830	1,205,529	2,126,786	2,460,108
Nombre de comptes de prêts par succursale	673	294	102	140	784	673	1,248	481
Actif par succursale	103,730,400.76	18,945,414.71	3,739,119.73	1,080,886.06	37,560,697.72	8,853,105.74	34,645,039.98	18,032,642.90
Qualité du portefeuille								
Pourcentage du portefeuille à risque	11.15%	21.67%	8.17%	17.85%	6.16%	24.12%	11.69%	10.78%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	44.05%	50.03%	167.94%	141.24%	89.49%	109.42%	65.09%	76.49%
Taux de l'actif générateur de revenus	46.48%	50.81%	62.38%	77.55%	96.90%	57.70%	61.05%	64.92%
Coefficient de risque de l'actif	0.66	0.70	0.78	0.90	0.92	0.80	0.80	0.79
Liquidité								
Ratio liquidité/actif total	0.34	0.32	0.24	0.13	0.09	0.25	0.21	0.22
Ratio liquidité/Capitaux tiers	0.46	0.40	0.28	0.23	0.13	0.57	0.23	0.28
Performance socio-économique								
Revenus bruts générés par le secteur	275,576,421	143,675,070	197,131,251	4,670,074	1,098,392,203	133,178,078	1,101,085,602	2,953,708,699
Valeur ajoutée directe	265,299,713	132,793,775	186,930,913	3,473,051	1,073,038,707	127,144,845	1,000,121,043	2,788,802,046
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	21.62%	37.82%	61.78%	14.71%	34.45%	61.65%	49.58%	41.86%
Valeur ajoutée directe par institution	20,407,670	3,018,040	1,869,309	192,947	268,259,677	12,714,484	142,874,435	14,228,582
Rémunération par employé	217,555	125,778	164,979	13,444	537,356	233,490	252,064	265,841
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	7.29	4.22	5.53	0.45	18.01	7.83	8.45	8.91
Nombre d'employés	264	399	700	38	688	336	1,967	4,392
Nombre d'emprunteurs	12,146	14,390	29,229	2,517	48,634	30,764	150,721	288,400
Nombre de succursales	18	49	286	18	62	46	121	599



VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance obtenus de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2011 avec celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles) et de la région.

1. Comparaison des résultats du secteur de la microfinance avec ceux de l'échantillon.

Une telle comparaison vise à déterminer le poids réel de l'échantillon dans la population totale d'IMF. Cette approche permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part.

Le tableau 18 montre que si l'échantillon représente 43.88% de la population des IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 67.767% du portefeuille brut consolidé, 73.25% de la taille du bilan, et 74.81% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	86	43.88%
Nombre d'emprunteurs	288,400	191,548	66.42%
Nombre de déposants	1,064,591	679,292	63.81%
Taille du bilan	10,279,403,268	7,856,974,142	76.43%
Portefeuille brut	6,873,851,875	5,282,414,094	76.85%
Volume de dépôts	4,754,818,846	3,540,331,811	74.46%

2. Comparaison des résultats de 2011 du secteur de la microfinance avec ceux des années antérieures.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur deux (2) années consécutives (2011 et 2012). Les données de 2012 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2011 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison temporelle, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant de comparer ces données avec celle des 3 années antérieures et d'analyser ainsi l'évolution de la taille du secteur au cours des cinq (5) dernières années (2007-2012), selon différents indicateurs y relatifs.

Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance, en Haïti.



TABLEAU 18A: EVOLUTION DE LA TAILLE DU SECTEUR AU COURS DES CINQ (5) DERNIERES ANNEES (2006-2011)

	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Nombre d'emprunteurs	288,400	310,064	217,869	233,186	244,906	238,432
Nombre de déposants	1,064,591	1,169,273	963,209	951,755	799,455	641,836
Taille du bilan	10,279,403,268	10,776,376,942	8,788,455,202	6,878,232,680	6,324,103,200	5,383,528,525
Portefeuille brut	6,873,851,875	6,861,181,437	4,808,906,950	4,446,967,664	4,037,072,271	3,687,117,345
Volume de dépôts	4,754,818,846	4,445,554,011	3,867,264,927	3,126,352,095	2,598,804,246	2,055,989,744
Taux de croissance d'année en année						
Nombre d'emprunteurs	-6.99%	32.97%	-6.57%	-4.79%	2.72%	24.41%
Nombre de déposants	-8.95%	22.85%	1.20%	19.05%	24.56%	59.92%
Taille du bilan	-4.61%	56.67%	27.77%	8.76%	17.47%	9.16%
Portefeuille brut	0.18%	54.29%	8.14%	10.15%	9.49%	15.45%
Volume de dépôts	6.96%	42.20%	23.70%	20.30%	26.40%	6.64%
Taux de croissance moyen annuel des 5 dernières années						
Nombre d'emprunteurs	8.52%	10.10%	2.60%	4.00%	5.03%	4.47%
Nombre de déposants	21.54%	23.84%	19.13%	18.85%	14.78%	9.84%
Taille du bilan	15.82%	16.92%	12.25%	6.88%	5.10%	1.77%
Portefeuille brut	16.57%	16.53%	8.53%	6.85%	4.80%	2.92%
Volume de dépôts	19.79%	18.19%	14.94%	10.15%	6.15%	1.29%

3. *Comparaison du secteur de la microfinance avec le secteur bancaire*

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire.

Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que la taille du bilan du secteur de la microfinance représente 6.22% de celle du système bancaire alors que le portefeuille brut en représente 13% de celui du système bancaire (contre 17.12% en 2011) Toutefois, les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs. En effet, le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance est 4.72 fois plus élevé que celui des banques (sans les micro-emprunteurs de ces dernières), alors que le nombre de déposants atteint 49% de l'effectif des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent 1.14 fois plus d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

4. *Comparaison des indicateurs de performance du secteur des IMF haïtiennes avec ceux de la région*

Il s'agit ici de comparer la performance, en 2012, des IMF haïtiennes sur la base de 10 indicateurs, avec la région. A cette fin quatre (4) références régionales sont retenues : la Caraïbe, l'Amérique du Sud, l'Amérique latine et la Caraïbe Combinée, l'ensemble des membres su « Mix Market. ». Les dix (10) critères de performance retenus sont :



1. Le taux de croissance du nombre d'emprunteurs
2. Le taux de croissance du portefeuille de prêts
3. Taux de croissance des dépôts
4. Le taux de croissance du nombre de déposants
5. Le ratio Dettes/Fonds propres (coefficient de levier financier)
6. Le taux de capitalisation
7. Le ratio Portefeuille \Actif total
8. Le ratio Dépôts/Total ressources
9. Le taux d'improductivité du portefeuille
10. Le Rendement net de l'actif (ROA)

Sur la base de six (6) indicateurs (croissance du portefeuille, croissance du nombre d'emprunteurs, croissance du nombre de déposants, coefficient le levier financier, taux de capitalisation et rendement de l'actif), le secteur des IMF haïtiennes avait favorablement dépassé en 2011 toutes les références régionales, y compris, dans plusieurs cas, les membres relativement disparates de « Mix Market ». Alors que pour ce qui concerne le taux de croissance des dépôts, le ratio portefeuille/actif total, le ratio dépôts/ressources totales et le taux d'improductivité du portefeuille, l'ensemble des IMF haïtiennes était en retard par rapport aux principales références régionales. L'importance relative des ONG/Fondations/Associations (non autorisés à recevoir de dépôts) dans le secteur en Haïti, était responsable de l'écart défavorable au niveau de l'indicateur de capacité de captation de ressources-clientèle. Alors que le niveau relativement élevé du portefeuille à risque ou improductif témoigne du fait que le portefeuille du secteur porte encore les séquelles du séisme du 12 janvier 2010. Le tableau 19B présente pour les IMF les indicateurs de performance en 2011 susmentionnés et les compare avec les différentes références régionales. Cependant, la comparaison n'a pas pu être faite en 2012, vu les données de Mix market en 2012 ne sont pas encore accessibles

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDÉS: EXERCICE 2010-2011

(Analyse comparative 1)

	Echantillon	Secteur (formel)	Secteur bancaire
	de l'étude	de la microfinance	
Revenus bruts	(En 000 Gourdes)		
Revenus de crédit	2, 139,230	2, 659,794	3, 760,150
Revenus de placements	7,899	8,373	553,427
Autres revenus et ajustements	276,304	285,542	4, 243,481
Total revenus bruts	2, 423,432	2, 953,709	8, 557,058
Dépenses d'intérêt	113,884	164,907	326,185
Produit Net Bancaire	2, 309,548	2, 788,802	8, 230,872
Charges d'exploitation			
Frais du personnel	910,861	1, 167,461	2, 365,491
Autres charges	1, 125,816	1, 328,881	3, 126,305
Autres charges non récurrentes			-
Total charges d'exploitation	2, 036,676	2, 496,342	5, 491,797
Résultat avant provision	272,872	292,460	2, 739,076
Provisions pour pertes de l'exercice	216,779	340,381	391,765
Résultats avant impôt	56,092	(47,921)	2, 347,311



TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2011

(Analyse comparative 2) - En milliers de gourdes sauf indication contraire

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Actif (en 000 Gourdes)			
Encaisse	1,703,327	1,939,259	71,284,120
Placements et assimilés	536,727	651,327	36,588,183
Portefeuille net	4,913,801	6,325,911	51,860,166
Immobilisations nettes	587,733	756,693	4,948,839
Autres actifs	741,183	937,346	5,874,397
Total actif	8,482,771	10,610,535	170,555,705
Passif et fonds propres			
Dépôts	3,540,332	4,754,819	146,838,095
Autres dettes	2,843,825	3,459,456	12,800,404
Total passifs	6,384,156	8,214,275	159,638,498
Fonds propres	2,098,615	2,396,260	10,917,207
Total passif et fonds propres	8,482,771	10,610,535	170,555,705
Hors bilans			
Total actif brut	8,885,345	11,134,903	171,797,848
Portefeuille brut	5,287,882	6,873,852	53,102,308
Prov. pr créances douteuses	374,081	566,857	1,242,142
Portefeuille de crédit échu	546,198	741,089	1,285,093
Portefeuille brut sans les IMF affiliées			52,580,889
Nombre de prêts	191,548	288,400	91,310
Nombre de dépôts	679,292	1,064,591	2,177,886
Nombre de prêts sans les IMF affiliées			42,676
Nombre de succursales	263	373	169
PAP	71	101	109
Province	192	272	60
Nbre d'employés	3070	4,392	3,832
Actif bilan et hors bilan	8,856,852	11,177,391	169,638,538
Actif équivalent risque (ou pondéré)	6,616,798	8,586,805	105,684,830
Coefficient risque de l'actif	0.747	0.768	0.6230
Fonds propres (base réglementaire)	2,098,615	2,396,260	10,158,803
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	31.72%	27.91%	9.61%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	12.50%	12.50%	12%
Coefficient d'exploitation	88.19%	89.51%	66.72%
Taux d'improductivité	10.33%	10.78%	2.42%



TABLE 19B: COMPARAISON DE LA PERFORMANCE DES IMF HAITIENNES AVEC LA REGION

(Analyse comparative 3)

	Haiti (Ensemble du secteur)	Caraïbes	Amérique du Sud	Amérique latine et caraïbes	Mix market
Taux de croissance du nombre d'emprunteurs	31.46%	10.70%	26.10%	24%	12.30%
Taux de croissance du portefeuille de prêts	46.32%	7.50%	17.10%	17.00%	18.00%
Taux de croissance des dépôts	2.41%	13.50%	20.80%	20.00%	1.00%
Taux de croissance du nombre de déposants	9.33%	6.00%	9.00%	9.00%	14.20%
Ratio Dettes/Fonds propres	3.15	5.2	6.4	5.2	1.8
Taux de capitalisation	24.11%	16.13%	13.51%	16.13%	35.71%
Ratio Portefeuille \ Actif total	62.70%	77.70%	76.10%	76.20%	76.70%
Ratio Dépôts/Total ressources	37.51%	52.30%	68.30%	61%	3.90%
Taux d'improductivité du portefeuille	9.55%	8.60%	2.70%	3.70%	6%
ROA	4.00%	0.20%	2.30%	2.10%	4.70%



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Selon les résultats de l'étude, le secteur de microfinance a connu une contreperformance en 2012, due principalement aux problèmes rencontrés par les grandes institutions non coopératives et non bancaires. Ces institutions qui ont perdu plus de 70% de leur fonds propres en 2012 à cause des mauvaises créances et de la dérive des frais généraux, contrôlent plus de 40% du portefeuille brut de crédit du secteur. L'impact est donc lourd sur l'ensemble du secteur. En dépit de ces mauvais résultats enregistrés en 2012, il y a lieu de maintenir les conclusions antérieures, selon lesquelles la microfinance est un secteur à part entière qui s'affirme de plus en plus dans le paysage financier haïtien, et qui affiche annuellement des taux de croissance, dans la plupart des cas et du temps, plus élevés que ceux enregistrés par le système financier traditionnel

Il est aussi important de souligner le maintien de la tendance à la diversification du secteur. En effet, depuis quelque temps, les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/12, la taille consolidée du bilan est de 10.6 milliards de gourdes soit 6.5% environ de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille brut consolidé de 6.87 milliards de gourdes en représente environ 13%, pour 4.7 fois plus d'emprunteurs (en excluant des données du secteur bancaire le nombre d'emprunteurs et le volume de crédit des IMF consolidées avec des banques).

Par ailleurs, le secteur de la microfinance offre à 1, 064,591 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait 2.04 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2006 à 2012 tous les indicateurs de taille de la microfinance (hormis le nombre d'emprunteurs qui augmente de 8.52% par an en moyenne) ont favorablement varié de 16 à 20% en moyenne par année, notamment le nombre de déposants (21.54%) et le portefeuille brut (16.57%). L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieux défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a plus de personnes qui travaillent en 2012 dans le secteur de la microfinance (4,392) que dans le secteur bancaire formel (3,832 environ).

De plus, les 288,400 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 2.79 milliards de gourdes dont plus de 42% va à la rémunération du facteur travail (salaires). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 8 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de



rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de cinq (5) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 60 des 73 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de la taille du marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.
- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micros et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 42,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 29,400 gourdes par ha, soit 823.2 millions de gourdes pour les 28,000 hectares inventoriés dans la Vallée, soit plus de 20 millions de dollars.

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 11.8 milliards de gourdes contre 6.87 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'ouverture du marché microcrédit à ces filières et à d'autres (comme commencent à le faire certaines IMF), impliquera plus de risque pour le secteur et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.



Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. C'est ainsi qu'actuellement la supervision de la BRH s'étend sur 46 caisses populaires réparties dans tous les dix départements géographiques du pays et ayant toutes obtenu un avis favorable du Superviseur/Régulateur. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre réglementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre à l'avenir la forme d'assistance dans la conception de nouveaux produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « credit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.



VII. ANNEXES

1. *Opérationnalisation des concepts*

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présente de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calcul que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

1. **Qualité de l'actif**

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

2. **Portefeuille à risque**

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours. Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut

3. **Taux de remboursement**

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100-gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu

TRN = Recouvrement courant / Montant attendu

TRC = $\frac{\text{Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période}}{\text{Montant cumulatif des échus cumulés sur la période}}$



4. Politique de Crédit

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.



vii. Durée des prêts

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

5. Structure financière

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

6. Performance financière

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

i. Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes

ii. Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses coûts récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)

Aux fins de calculs du CAST ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

iii. La marge d'intermédiation

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est la différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

iv. Efficacité administrative

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou succursale. En



effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

7. Productivité

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

8. Méthodologie de crédit

i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur d'au moins une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC qui lui permettra de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement



iv. Mutuelle de solidarité (MS)

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)



9. Les bases d'analyses et les indicateurs

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach) (Analyse descriptive)	Analyser le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	Nombre total d'emprunteurs actifs	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		Portefeuille brut (HTG)	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		Portefeuille moyen par emprunteur	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)	Total portefeuille brut / # d'institutions
		Nombre d'épargnants et de comptes	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires / # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		# moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		Volume des épargnes (HTG)	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires / Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		Epargne moyenne par épargnant et par compte	Solde des comptes d'épargne volontaires / # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
		Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)	Solde des comptes d'épargne volontaires / # d'institutions



LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

Critères financiers	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	Structure financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio de capitalisation 2. Coefficient de levier financier 3. % du portefeuille financé par des dépôts 4. % des ressources totales venant des déposants 5. % des dettes provenant des déposants 6. Taux d'endettement financier institutionnel 	Les ratios d'endettement <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonds propres / Actif total 2. Dettes totales / Actif total 3. Total dépôts / Portefeuille brut 4. Total dépôts / Actif total 5. Total dépôts / Total dettes 6. Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes
		Performance financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendement de l'actif (ROA) 2. Rendement des fonds propres (ROE) 3. Autosuffisance opérationnelle 4. Autosuffisance financière 	Ratios de rentabilité <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Actif total moyen 2. Bénéfice net / Fonds propres moyens 3. Revenus d'exploitation normale / (dépenses d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)
		Marge et rendement <ol style="list-style-type: none"> 1. Marge nette 2. Taux de rendement brut de l'actif 3. Taux de rendement brut du portefeuille 4. Taux de rendement réel du portefeuille 5. Coût moyen de dettes 6. Marge d'intermédiation 	Ratios de marge et de rend. <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation 2. Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen 3. Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen 4. Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.) 5. Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes. 6. Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes



LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	Efficiéce 1. Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut 2. Rémunération du personnel en % du portefeuille brut 3. Coût par emprunteur 4. Coût par prêt 5. Coût par gourde d'actif 6. Coût par succursale	Ratio d'efficiéce opérationnelle 1. Dép. D'exploitation / PF brut moyen 2. Frais de personnel / PF brut moyen 3. Dép. D'exploitation / # emprunteurs 4. Dép. D'exploitation / # prêts 5. Dép. D'exploitation / actif total moyen 6. Dép. D'exploitation / #succursales
		Productivité 1. # emprunteurs par employé 2. #emprunteurs par agent de crédit 3. # prêts par employé 4. # prêts par agent de crédit 5. #Epargnants volontaires par employé 6. #comptes d'épargne volontaire par employé	Ratios de productivité 1. # emprunteurs./ # employés 2. # emprunteurs / # agents crédit 3. # prêts / # employés 4. # prêts / #agents de crédit 5. # épargnants Vol./ # employés 6. #comptes d'épargnants. Vol / # employés 7. NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	1. Taux de contamination du portefeuille 2. Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours 3. Taux de provisionnement du portefeuille affecté 4. Taux de l'actif générateur de revenus par nature	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total



LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Valeur ajoutée directe 2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail 3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts 3. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de produits offerts 2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire) 3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles 4. # d'instrument de crédit disponible 5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir) 6. #d'instruments autres que l'épargne et crédit disponibles 7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit 8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit 9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décompte ou sommation 2. Décompte ou sommation 3. Décompte ou sommation 4. Décompte ou sommation 5. Décompte ou sommation 6. Tris à plat ou tableaux de fréquence 7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit 8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes 2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion 3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration 4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit (Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux) 2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel : 3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personnel d'opérations % du personnel de marketing % du personnel d'administration 4. % du personnel ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices



LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : <ul style="list-style-type: none"> • Actif total • Portefeuille • Epargne • Autres ressources externes • Fonds propres • Nombre de déposants • Nombre d'emprunteurs • Nombre d'employés • Valeur ajoutée directe Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

2. La situation socio-économique et financière d'Haïti et son évolution

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement (en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8



	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
Finances publiques							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 (SUITE) SYNTHESE DES DONNEES ECONOMIQUES, FINANCIERES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
Taux d'alphabétisation des adultes						48.8	49.8
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI



TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement (en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
Finances publiques							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI



TABLEAU 21 (SUITE) : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI



3. Situation et performance du

secteur bancaire haïtien

1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2011 et 2012

	2012	Valeur	2011	Valeur
Source de performance comparative		comparative		comparative
Meilleur pricing des prêts			•	544,615
Meilleur rendement sur les placements			•	14,572
Meilleure composition de l'actif	•	587,866		
Meilleure contribution des autres revenus	•	253,077		
Meilleur coût des fonds	•	32,883		
Meilleure composition du passif	•	9,726		
Meilleur contrôle des salaires			•	118,074
Meilleure productivité du personnel	•	101,620		
Meilleur contrôle des dépenses par succursale			•	8,648
Meilleure productivité du réseau	•	35,230		
Meilleur contrôle des frais généraux directs			•	123,133
Meilleure taille des comptes	•	215,719		
Ecart sur dépenses d'amortissement			•	15,330
Plus faible provisionabilité des prêts improductifs			•	205,250
Plus faible improductivité du portefeuille	•	101,630		
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	51,056		
Meilleur taux d'imposition	•	106,651		
Effet base imposition			•	14,918
Effet taille globale			•	195,930
Ecart de profit	•	254,989		

Comparaison de 2012 et 2011 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

	2012	Niveau	2011	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau		169	•	165	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondere)	•	6.40%		6.16%	
Meilleure capitalisation (Cooke)		9.61%	•	14.64%	C
Meilleure qualité de l'actif (plus faible taux d'improductivité)	•	2.42%		3.74%	A
Meilleur coefficient d'exploitation	•	66.72%		67.85%	M
Meilleure prime par unité de risque financier		0.0010	•	0.0010	E
Meilleure position liquiditaire		43.17%	•	44.53%	L



3. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
ACTIF										
Disponibilités										
Encaisse	2,929,597	2,787,697	3,116,747	3,548,982	3,029,449	5,399,363	6,036,411	3,521,562	4,341,463	5,061,573
Avoirs à la Banque	11,295,239	15,572,364	15,035,179	17,059,911	18,253,023	22,239,240	26,657,598	45,132,957	50,750,276	54,214,410
Avoirs à l'étranger	2,042,082	1,484,251	2,741,361	3,556,498	3,344,739	4,576,254	5,420,539	9,273,446	11,555,470	8,130,941
Avoirs dans les Banques locales	1,022,097	1,436,902	1,278,626	1,462,317	1,727,969	1,721,050	1,752,319	1,996,897	1,779,544	1,749,377
Autres Liquidités	1,039,022	849,615	1,043,003	1,085,891	1,715,230	1,586,463	1,207,864	1,267,235	1,523,469	2,127,818
	18,328,037	22,130,829	23,214,915	26,713,599	28,070,409	35,522,369	41,074,731	61,192,097	69,950,223	71,284,120
Bons B.R.H	3,791,000	3,481,775	5,588,000	7,234,607	9,008,380	9,396,743	9,551,922	9,027,273	6,327,920	6,269,460
Autres Placements	6,917,942	7,792,227	10,300,934	12,948,479	12,128,584	17,570,609	16,319,452	28,419,324	29,666,446	30,318,723
Portefeuille Net	15,426,992	16,215,325	21,175,949	23,241,238	22,566,514	29,182,781	33,315,184	29,466,603	38,698,223	51,860,166
Immobilisations	2,212,667	2,858,098	3,113,016	4,117,827	4,425,889	4,267,211	4,107,002	4,549,283	4,354,604	4,948,839
Autres Actifs	1,596,811	2,746,731	2,732,711	2,788,198	3,573,040	4,370,320	3,544,804	5,157,384	4,962,157	5,874,397
	29,945,411	33,094,156	42,910,610	50,330,348	51,702,408	64,787,664	66,838,364	76,619,866	84,009,351	99,271,585
Total Actif	48,273,448	55,224,985	66,125,526	77,043,947	79,772,817	100,310,033	107,913,094	137,811,964	153,959,573	170,555,705
PASSIF										
Dépôts										
A vue	10,773,394	12,970,419	16,367,335	19,713,825	19,978,351	32,601,774	36,968,991	58,360,149	68,461,388	76,669,190
Épargne	16,458,551	18,202,844	22,546,088	25,210,453	25,376,307	31,282,456	35,028,156	42,333,496	47,996,857	50,385,400
A terme	13,547,486	16,116,931	17,926,150	20,995,300	20,679,019	20,843,414	20,463,265	18,551,250	19,090,751	19,783,505
	40,779,430	47,290,195	56,839,573	65,919,578	66,033,676	84,727,644	92,460,412	119,244,895	135,548,996	146,838,095
Obligations à vue										
Banques locales	485,571	408,779	363,085	244,310	818,703	523,292	127,348	-	320,000	200,000
Banques à l'étranger	-	-	-	157,029	436,576	-	-	-	-	-
Autres	2,045,842	2,542,971	2,656,037	2,649,200	2,987,505	3,020,213	2,699,858	3,990,932	3,998,103	4,830,184
	2,531,413	2,951,750	3,019,122	3,050,539	4,242,784	3,543,505	2,827,206	3,990,932	4,318,103	5,030,184
Banques locales	402,149	342,804	394,283	284,775	516,722	514,536	734,635	425,375	403,000	1,153,000
Banques à l'étranger	152,878	69,964	103,302	74,346	-	599,303	1,052,697	-	-	634,833
Autres	750,666	632,499	951,327	1,227,021	1,175,574	1,420,705	1,786,664	2,955,476	1,937,832	2,860,671
	1,305,693	1,045,267	1,448,912	1,586,142	1,692,296	2,534,544	3,573,996	3,380,851	2,340,832	4,648,504
Autres Passifs	996,886	1,034,826	1,219,418	1,562,467	2,210,465	2,988,484	1,806,675	2,656,448	2,270,146	3,121,716
	45,613,422	52,322,038	62,527,025	72,118,726	74,179,222	93,794,177	100,668,289	129,273,126	144,478,077	159,638,498
AVOIR DES ACTIONNAIRES										
Capital versé	982,284	1,087,035	1,362,716	1,941,240	1,775,760	1,929,979	2,752,607	3,047,595	4,023,411	4,116,904
Réserves	370,401	454,390	379,481	929,837	837,188	1,116,874	1,333,060	2,036,574	1,705,150	1,973,440
Surplus d'Apport	106,945	65,403	402,763	503,596	491,419	496,997	303,265	308,513	219,512	219,512
BNR	1,200,394	1,296,119	1,453,542	1,550,548	2,489,229	2,972,007	2,855,874	3,146,156	3,532,895	4,607,350
	2,660,025	2,902,948	3,598,501	4,925,221	5,593,596	6,515,856	7,244,805	8,538,837	9,480,969	10,917,207
Total Passif + Capital	48,273,447	55,224,985	66,125,526	77,043,948	79,772,817	100,310,033	107,913,094	137,811,964	153,959,047	170,555,705



3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
MARGE NETTE D'INTÉRÊT										
Revenus d'intérêt/										
Prêts	2,952,589	3,362,544	3,041,381	3,425,880	3,394,881	3,588,490	3,670,461	3,331,232	3,236,888	3,760,150
Autres (incluant Bons B.R.H)	956,234	1,440,175	746,566	1,738,867	1,882,994	1,236,205	1,027,966	628,437	574,717	553,427
	3,908,823	4,802,720	3,787,947	5,164,747	5,277,875	4,824,695	4,698,427	3,959,669	3,811,605	4,313,577
Dépenses d'intérêt	1,287,612	2,077,422	1,217,780	1,487,541	1,637,364	1,100,419	714,207	510,695	331,972	326,185
MARGE NETTE D'INTÉRÊT	2,621,211	2,725,298	2,570,166	3,677,206	3,640,511	3,724,276	3,984,220	3,448,974	3,479,633	3,987,391
AUTRES REVENUS										
Commissions	525,271	581,641	710,100	858,371	952,302	1,127,572	1,320,425	1,376,433	1,775,861	2,201,852
Gain sur change	443,402	415,404	476,608	535,735	624,906	637,943	554,037	709,695	815,064	752,450
Autres	386,382	408,581	661,283	590,900	655,474	1,002,231	976,913	1,389,393	1,399,479	1,289,179
Autres revenus	1,355,054	1,405,626	1,847,992	1,985,006	2,232,682	2,767,746	2,851,375	3,475,520	3,990,404	4,243,481
PRODUIT NET BANCAIRE	3,976,265	4,130,924	4,418,158	5,662,212	5,873,193	6,492,022	6,835,595	6,924,494	7,470,038	8,230,872
Prov. pour créances douteuses	200,806	293,638	268,940	218,826	47,695	116,024	299,463	665,221	217,505	391,765
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL & IMPOTS SUR LE REVENU	3,775,459	3,837,286	4,149,217	5,443,385	5,825,498	6,375,997	6,536,132	6,259,273	7,252,533	7,839,107
DÉP. D'EXPLOITATION										
Salaires et Avantage Sociaux	1,007,494	1,162,032	1,251,615	1,507,351	1,643,409	1,868,955	2,025,623	1,991,423	2,114,770	2,365,491
Frais de locaux	176,681	220,772	241,404	271,784	270,885	282,336	281,317	289,011	336,320	346,994
Amortissement	253,898	273,731	313,437	355,032	399,417	453,324	453,246	409,114	408,826	424,156
Autres dép. d'Exploitation	1,341,738	1,570,575	1,632,881	1,973,440	2,081,592	2,161,890	2,216,330	2,192,339	2,208,563	2,355,156
Total dépenses d'exploitation	2,779,811	3,227,109	3,439,337	4,107,606	4,395,302	4,766,505	4,976,516	4,881,887	5,068,479	5,491,797
BÉNÉFICE AV. Impots/Revenu	995,649	610,177	709,881	1,335,780	1,430,196	1,609,492	1,559,616	1,377,386	2,184,055	2,347,311
Impots sur le revenu	220,509	128,372	149,039	272,967	242,952	286,874	303,588	73,874	199,571	107,838
Valeur à régulariser	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt net	220,509	128,372	149,039	272,967	242,952	286,874	303,588	73,874	199,571	107,838
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE	775,140	481,805	560,841	1,062,812	1,187,244	1,322,619	1,256,028	1,303,513	1,984,483	2,239,473

Source

:

BRH



4. Liste des sigles et

abréviations

Sigles ou Abréviations	Signification
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Épargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
MSME	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banque, S.A.
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International



5. Liste des Institutions de microfinance composant l'échantillon

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCYE FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haïtienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarité de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haiti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de Coord. des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haïti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Epargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Epargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan
ADEPSCOJ	Association pour le Développement de la 1ère section de Jean Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie



SIGLE	NIM
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECRA	Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement Commun. pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le Dével. de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code



SMG / UNIQ/HIFIVE/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

6. Formulaire de collecte de données auprès des institutions de microfinance

Caractéristiques institutionnelles										
								Code		
1.	Nom					1A. Sigle				
2.	Nbre d'années d'activité générale			3. Nombre d'années en tant que IMF						
4.	Localisation du siège	A. Commune					B. Département			
5.	# de Bureaux dont le siège soc.			5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales		
6.	Nombre d'employés	Total			6A. Hommes		6B. Femmes		7. Actif total	
8.	Type d'institution (note 1)					9. Date du début de l'exercice fiscal				
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)					10A. Affiliation (note 2)				



Outreach (Etendue et portée)

11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)			11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)		
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
Total		-		-		-

12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sex des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)			12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)		
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
Total		-		-		-



b) ventilation par secteur d'activité					
Méthodologie/sexe	En % du portefeuille brut				
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		
i	Production	0.00%		0.00%	3
ii	Commerce				4
iii	Services				5
iv	Consommation				6
v	Logement				
vi	Education				
	Total	0.00%		0.00%	

Note 1 / Type d'institution
Caisse d'épargne et de crédit
Banque Filiale et satellite de banque
ONG
Fondation
Association
Autres

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit						
Méthodologie/sexe	12-c-1. Nombre d'emprunteurs				12-c-2. Portefeuille brut	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Port-au-prince					
ii	Provinces-zones urbaines					
iii	Zones rurales					
v	Total	-		-	-	-



Nombre de déposants et de comptes

a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe		13-a-1. Nombre de déposants	
		au 30/9/2008	30/9/2007
i	Déposants volontaires		
	Déposants aux comptes bloqués		
ii	Total	-	-

b) Nombre de comptes

		13-a-2. Nombre de comptes	
		au30/9/2008	au 30/9/2007
	Comptes non bloqués		
	Comptes bloqués		
	Total	-	-

14. Volume de dépôts et autres ressources

Volume de dépôts

		14-a-1. Volume de dépôts	
		au 30/9/2008	au30/9/2007
i	Déposants volontaires		
	Déposants aux comptes bloqués		
ii	Total	-	-

b) Autres ressources financières

		Montant des autres ress. Financières	
		au 30/9/2008	au 30/9/2007
	Emprunt à taux commercial (MLT)		
	Emprunt à taux concessionnel (MLT)		
	Emprunt CT à taux commercial		
	Emprunt CT à taux concessionnel		
	Autres passifs		
	Subvention capitalisée		
	Fonds propres		
	Total	-	-

Qualité de l'actif



15. **Qualité de l'actif**

a) Qualité du portefeuille de prêts

	Méthodologie/sexe	Chiffres en HTG		
		au 30/9/2008	30/9/2007	
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés			i
ii	Montant des provisions			ii
	Montant des radiations de l'année			
iii	Total	-	-	iii

i
ii
iii
iv
v
vi
vii
viii

b) Structure de l'actif

	Chiffres en HTG	
	30/9/2008	30/9/2007
Liquidité (encaisse+Banque)		
Immobilisations nettes		
Autres actifs improductifs par nature		
Total actifs stériles	-	-
Portefeuille net		
Placement à CT et à LT		
Autres actifs productifs par nature		
Total de l'actif productifs par nature	-	-
Total	-	-



Structure des produits et des charges

Structure des revenus bruts et des charges

a) Structure des revenus bruts

Type	Revenus bruts en HTG		
	ex.2006-2007	ex.2005-2006	
i	Revenus d'intérêts sur prêts		i
ii	Revenus de frais de dossiers		ii
iii	Autres revenus de crédit		iii
iv	Revenus d'intérêt sur placement		iv
v	Autres revenus		
vi	Total revenus	-	v
vii	Perte	-	vi

b) Structures des charges

	Montant des charges	
	ex.2006-2007	ex.2005-2006
Charges financières (dépendances d'int.)		
Frais de personnel		
Dépenses liées aux pertes sur prêts		
Autres dépenses d'exploitation		
Total charges	-	-
Bénéfice net (ou assimilé)	-	-

Marketing

Avez-vous les produits et services suivants

- i Transferts de fonds
- ii Change
- iii Assurance
- iv chèque

18.

Utilisez-vous les technologies suivantes dans la livraison des services et dans le suivi des opérations

- i Guichet ambulant
- ii Technologies portables
- iii Téléphones cellulaires
- iv Services inter-caisses



v Coffre-fort

v

Services informatisés

Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

Gouvernance et Ressources Humaines

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

<input type="checkbox"/>	a	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles	(4 niveaux)
<input type="checkbox"/>	b	Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	ou bien	(3 niveaux)
<input type="checkbox"/>		Conseil	Direction Gle	Directions Fonct.		
<input type="checkbox"/>	c	Direction Gle	Directions Fonctionnelles			(2 niveaux)
<input type="checkbox"/>	d	Responsables d'unités				(structure flat)



21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2

Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2

Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2

Nombre de réunions par année

24. **Veillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée**

A. Outil de Gestion administrative

		Si c'est non applicable : NA	
			Date
i	Dernière révision des procédures adm.		i
ii	Dernière révision des procéd. comptables		
iii	Dernière révision du manuel du personnel		ii
iv	Dernière révision du manuel du personnel		iii
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années		iv

B. Outil de Gestion Financière

	Si c'est non applicable : NA
Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)	
Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)	
Montant de l'écart Budgétaire	
Dernière date des projections financières	

C. Audit et evaluation

i Date du dernier audit

ii

Date de la dernière évaluation

25. Veillez fournir les infos suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

26. Veillez fournir les informations suivantes

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit

politique des taux d'intérêt sur prêts et le m



	Date
i	Dernière révision de la politique de crédit
ii	Dernière révision des procédures de crédit
iii	Dernière formation du personnel de crédit
iv	Montant maximum de crédit par client
v	Montant minimum de crédit par client
vi	Durée minimum des prêts
vii	Durée maximum des prêts

d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des intérêts

i

Intérêt flat

ii

Intérêts prélevés d'avance

iii

Intérêts sur le solde dégressif

iv

Autre à préciser

B. Fixation des limites internes

				Minimum	Maximum
i	Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit				
ii	Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA				
iii	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				
iv	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				

26B. Mode d'évaluation des dossiers

i

Traditionnel

ii

Scoring

26C. Procédures d'approbation de dossiers

i

Signatures simultanées lors de l'approbation



ii

Collecte de signature de chaqu

iii

L'une et/ou l'autre

iv

Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Téléphone 2

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :

SMG-Haïti - 722-1907, 713-9938, 242-3242

[email : smg@smghaiti.com](mailto:smg@smghaiti.com)

martine@smghaiti.com

lhermite@smghaiti.com

Note 1/ Types d'institution



1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

Note 2/ Affiliation

1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

N.B

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	NA
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	ND



7. Les intervenants, parties

prenantes et facilitateurs

1. SMG/UniQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Assistant-chef de projet
Monique ST-Amand	Administration – Finance et contrôle de qualité
Joane Jean Claude	Opération de saisie et de traitement primaire des données

2. Haïti HIFIVE

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maitre d'ouvrage

3. DID

Jocelyn Saint jean	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de « Le Levier » et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation

5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP

6. ANIMH

Winsor Calixte	Conseiller - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH